

social ndryshim
društvena promjena
سما جي تبديلي
общественна промяна
change ment social
társadalmi változás
општествени промени
social change
društvena promena
panlipunang pagbabago
cambio social



Rapport sur le progrès
2004-2008

Rapport sur le progrès d'APC 2004-2008

Rapport sur le progrès d'APC 2004 – 2008
ISBN : 95-95049-70-5
APC-200907-APC-AR-FR-P-0063

Licence Creative Commons : Paternité –Pas d'utilisation commerciale- Pas de modification 3.0
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>

Juillet 2009-08-12

Conception graphique: MONOCROMO info@monocromo.com.uy

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION / **5**

AU SUJET D'APC / **6**

APC EN 2004-2008

Points saillants de 2004-2008 / **8**

Produire des politiques de TIC axées sur les droits et les gens / **10**

Comment APC est-elle devenue aussi bien informée et influente? / **10**

Plaidoyer pour les politiques : Créer les ressources là où elles sont inexistantes / **12**

Les bases : la Charte des droits de l'internet d'APC en Australie / **13**

Charte des droits de l'internet au Pakistan / **13**

Rapport annuel sur « l'état de la fracture numérique »: Global Information Society Watch / **14**

Politique de TIC au niveau national / **15**

Le réseau d'APC prend de l'assurance et acquiert de l'expérience / **15**

Pakistan / **16**

Cambodge / **17**

Bulgarie / **18**

Philippines / **18**

Équateur / **19**

Le réseau s'étend / **20**

République démocratique du Congo / **21**

Sénégal / **23**

Cameroun / **24**

Politiques de TIC régionales / **24**

Accès ouvert en Afrique / **24**

Participation de la société civile en Amérique latine et le Caraïbe / **25**

Politique de TIC internationale / **28**

Faire en sorte que l'internet soit géré en plaçant les droits au premier plan: Le Forum sur la gouvernance de l'internet / **28**

L'usage stratégique de la technologie pour le changement social: Le cas du mouvement des femmes / **31**

Comment le PARF d'APC a-t-il fait pour que le mouvement des femmes prenne les TIC au sérieux? / **31**

Feminist Tech Exchange (FTX): Réunir les accros de la techno féministes et le mouvement des femmes / **34**

Réapproprie-toi la technologie! Vieux problème - nouveaux outils / **35**

Construire le réseau des promoteurs de la technologie pour le changement social / **38**

Les accros de la technologie sans fil communautaire en Afrique et en Amérique latine / **38**

Évaluateurs et praticiens des TIC pour l'égalité des femmes (GEM) / **43**

Raconter des récits numériques de l'Afrique aux Balkans / **47**

Aperçu financier 2004-2008 / **49**

Bailleurs de fonds entre 2004 et 2008 / **51**

.....

APC EN 2008

Membres d'APC en 2008 / **56**

Conseil d'administration et assemblée des membres / **58**

Équipe du personnel en 2008 / **60**

Bailleurs de fonds en 2008 / **62**

Aperçu financier de 2008 / **63**

.....

Remerciements / **64**

Acronymes et abréviations / **65**

INTRODUCTION



À la fin de 2003, APC a tenu une réunion en Colombie afin de définir ses priorités stratégiques pour les cinq années suivantes. Il s'est agi de la réunion la plus considérable de notre histoire. Pour Danilo, c'était sa première séance de planification stratégique avec APC et il se souvient à quel point cet exercice a été intense et enrichissant: être obligé de mieux comprendre le réseau, surmonter les points de vue régionaux et établir des plans d'actions de nature générale tout en tenant compte des questions auxquelles sont confrontées toutes les régions.

Comme toute bonne réunion d'APC, celle de Carthagène a associé politiques et renforcement des capacités. De nombreux partenaires se sont joints à nous pour aborder les questions de politique de bilinguisme et de formation au plaidoyer et pour participer à un atelier sur une cartographie de l'activisme sur le web. L'atelier sur les politiques a souvent donné lieu à des débats houleux notamment sur les avantages et les inconvénients des différentes approches concernant la propriété intellectuelle. L'atelier de cartographie du réseau a permis de faire des recherches pour établir si APC était un réseau analytique ou un réseau social. Nous nous sommes rendus compte alors que la réponse était tellement évidente: « APC est les deux ! » que nous ne comprenions pas pourquoi on s'était du tout posé la question.

Pourtant les deux ateliers ont été très utiles et la participation de partenaires, d'experts, de chercheurs et de formateurs nous a montré qu'APC peut rassembler les gens et catalyser des actions, et est aussi un réseau qui incite davantage au réseautage et offre des moyens ouverts et axés sur l'apprentissage pour travailler avec tous ceux avec qui nous entrons en contact.

Il y a également eu des célébrations: le dixième anniversaire du programme des femmes et notre membre colombien qui a magnifiquement accueilli 70 personnes dans la très belle ville de Carthagène pendant deux semaines.

Autrement dit, le plan d'action stratégique 2004-2008 d'APC – dont vous lirez les résultats dans ce rapport – est le fruit de l'apprentissage, de débats, d'une introspection, de la musique, de la danse et de quelques verres d'aguardiente colombien!

Cette réunion a été suivie de cinq années, pendant lesquelles le travail nous a semblé très dur et où nous avons connu de nombreux problèmes, la mobilisation des ressources financières étant le plus important, mais aussi ceux provenant du fait que nous avons placé la barre extrêmement haut, le caractère très vaste et en évolution constante de l'internet et les défis liés à la participation des membres à tous les aspects du travail d'APC, au maintien de la confiance, de la collaboration et également à un sentiment communautaire entre des gens et des organisations qui sont solidaires les uns des autres personnellement, politiquement et socialement.

Il est assez intimidant de revenir sur cette période. C'est ce que nous tentons de faire dans ce rapport. Nous espérons qu'il vous donnera une meilleure idée de ces difficultés et qu'il nous donnera l'occasion de savoir pourquoi APC est ce qu'elle est et fait ce qu'elle fait – rendre le monde meilleur en aidant les gens à obtenir l'accès, les compétences et les droits dont ils ont besoin pour travailler ensemble en ligne.

Anriette Esterhuysen, directrice exécutive
Danilo Lujambio président

AU SUJET D'APC

LA VISION D'APC

Toute personne jouit d'un accès facile et abordable à un internet libre et ouvert afin d'améliorer sa vie et de créer un monde plus juste.

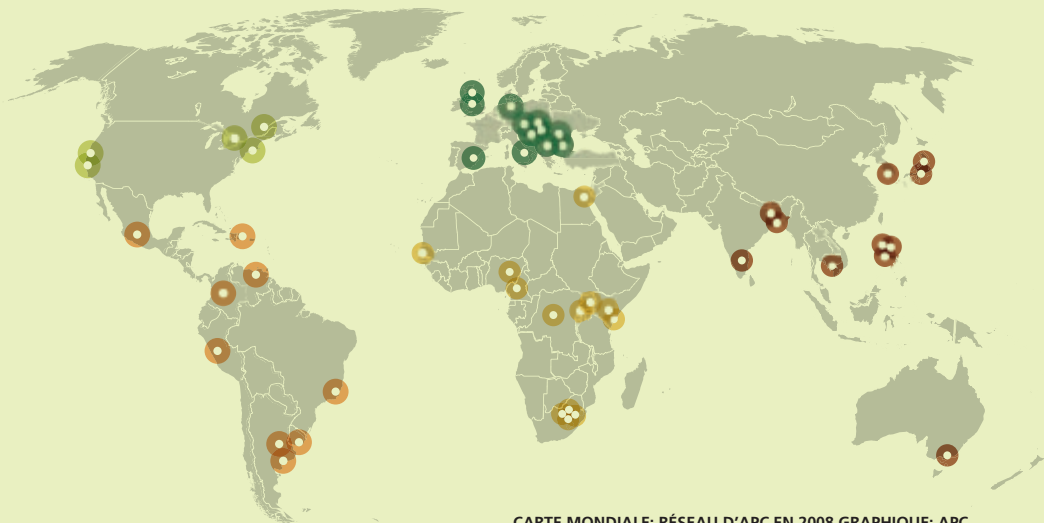
LA MISSION D'APC

La mission d'APC consiste à autonomiser et appuyer des organisations, des mouvements sociaux et des personnes par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de construire des communautés et des initiatives stratégiques et ainsi, de contribuer utilement à un développement humain équitable, à la justice sociale, aux processus politiques participatifs et à la durabilité de l'environnement.

Notre force vient du fait que nous ne nous intéressons pas à l'internet en tant que tel, mais que nous sommes des activistes engagés qui veulent se servir de cet outil pour créer un monde meilleur.

Nous aidons les gens à accéder à l'internet là où il n'existe pas ou lorsqu'il coûte trop cher, nous aidons les groupes locaux à utiliser la technologie pour développer leurs communautés et faire avancer leurs droits et nous oeuvrons pour que les politiques publiques sur l'information et la communication servent les intérêts de la population, en particulier dans les pays en développement.

APC est à la fois **un réseau et une organisation**. Les membres d'APC sont des groupes qui travaillent dans leur propre pays pour faire avancer la mission d'APC. En décembre 2008, APC comptait 52 membres dans 37 pays, dont la majorité dans les pays en développement. **Les membres définissent les priorités stratégiques d'APC** tous les cinq ans. APC a un personnel limité réparti dans différents pays et qui communique de façon quotidienne par internet (nous n'avons pas de siège social). L'intérêt et la particularité d'APC viennent des **perspectives locales** et du contact avec les organisations locales qu'apportent nos membres et du fait que nous sommes **une organisation véritablement internationale et virtuelle**.



CARTE MONDIALE: RÉSEAU D'APC EN 2008 GRAPHIQUE: APC

Notre travail s'articule autour de **trois secteurs de programme**:

- politiques d'information et de communication
- appui aux réseaux de femmes
- usage stratégique de la technologie et renforcement des capacités

Nos activités les plus importantes sont souvent celles qui se déroulent aux niveaux local ou national, où leur impact peut réellement se faire sentir et qui permettent au réseau d'apprendre et de les reproduire aux plans régional ou international. C'est lorsque nous travaillons en réseau que nous sommes le plus efficaces – programmes et membres travaillent ensemble pour élaborer les projets et les campagnes et les mettre en oeuvre ensemble.

APC valorise les collaborations extérieures à son réseau. Nous connaissons nos limites de même que le pouvoir du réseautage. Lorsqu'il nous manque des connaissances ou de l'expertise et que nous devons apprendre pour mieux relever les défis, nous sommes prêts à conclure des partenariats.¹ Dans son travail, **APC cherche à encourager le réseautage pour assurer la pérennité des autres activités**. Le partage des expériences et des compétences renforce leur valeur à plus long terme et crée souvent un effet d'entraînement.

APC a été fondée en 1990. Nous sommes constitués en société sans but lucratif en vertu de l'alinéa 501(c)(3), Public Charity Status 170 (b)(1)(A)(vi) de l'État de la Californie, États-Unis.

¹ APC est très respectée. Ce respect provient d'une multitude d'acteurs et s'étend sur les aspects technique, politique et de plaidoyer de son travail. L'évaluation démontre l'apport des partenaires d'APC dans son travail. Ceci est non seulement reflété par le nombre de partenaires nommés pour l'évaluation, mais aussi dans la façon dont les événements nommés dans cette évaluation ont été organisés ensemble. Le fait de pouvoir s'engager dans de tels partenariats reflète en soi l'estime que les autres ont pour cette organisation et son travail. Debbie Budlender, dans une évaluation indépendante du programme de politiques d'APC (2007)

POINTS SAILLANTS DE 2004-2008

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES D'APC ENTRE 2004 ET 2008 ONT ÉTÉ LES SUIVANTES:

- 1. Renforcer le rôle et la participation d'APC et des OSC aux processus des politiques de TIC.**
Pour réaliser cette priorité, APC a mené des recherches, renforcé les capacités des gens et mené des activités de plaidoyer et de construction de réseaux pour favoriser des politiques de TIC axées sur les droits et les personnes aux niveaux régional, national et mondial. Nous avons mis l'accent sur l'accès internet abordable ainsi que l'ouverture et l'inclusivité des processus politiques, en particulier pour que les organisations de la société civile puissent participer de façon plus utile.
- 2. Promouvoir et faciliter l'usage stratégique des TIC par les OSC**
APC a donné la priorité à l'étude et au renforcement des ressources et des compétences afin d'aider les communautés à accéder à l'internet et à l'utiliser. Nous avons privilégié une communauté d'utilisateurs en particulier, le mouvement des femmes - et une communauté technique en particulier - celles des gens qui peuvent créer des connexions internet sans fil à prix modique en Amérique latine et en Afrique.
- 3. Augmenter et renforcer le réseau d' OSC qui encouragent l'utilisation des TIC pour la justice sociale et le développement**
Le renforcement des réseaux étant à la fois un but et un modus operandi pour APC, l'établissement et le renforcement des réseaux sont des thèmes récurrents tout au long de ce rapport.

Aux priorités s'ajoutent deux autres thèmes transversaux: le **développement durable** et **l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes**.

AUCUNE INTERVENTION SOCIALE NE PEUT ÊTRE ATTRIBUÉE EXCLUSIVEMENT AUX ACTIONS D'UNE SEULE ORGANISATION. MAIS NOUS AVONS CONSTATÉ QUE DE 2004 À 2008, APC A CONTRIBUÉ AUX CHANGEMENTS SUIVANTS:

- Grâce à notre travail de renforcement des capacités auprès de centaines d'organisations et de gens dans le cadre du mouvement des femmes, nous croyons avoir contribué à l'évolution de la réflexion de ce mouvement sur la technologie et l'internet et nous pensons que les femmes sont maintenant suffisamment sûres d'elles pour utiliser la technologie de façon de plus en plus créative à l'appui de leurs droits.
- Les décideurs aux niveaux international, régional et national ont cessé de considérer les politiques de TIC et d'internet comme de simples questions techniques et d'infrastructure et y voient de plus en plus un outil essentiel au développement, et dans certains cas, une question de droits.
- Nous avons contribué à faire de l'accès internet et de « l'accès abordable ou équitable pour tous » un aspect fondamental des questions de droits, qui doit être présent dans les espaces de dialogue mondiaux sur les politiques au niveau régional en Afrique de l'Est et en Amérique latine, et au niveau national dans d'autres cas, comme en Équateur.



LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE 2004-2008 ONT ÉTÉ DÉFINIES À UNE RÉUNION DU CONSEIL EN COLOMBIE EN 2003. LES MEMBRES ONT UTILISÉ LEUR CONNAISSANCES LOCALES SUR COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE UTILISE L'INTERNET POUR PROMOUVOIR LE CHANGEMENT SOCIAL, ET ONT ÉVALUÉ LES DÉFIS ET OPPORTUNITÉS. PHOTO: APC

- La qualité de la **participation de la société civile sur les scènes politiques mondiales, régionales et nationales s'est améliorée**. Il ne suffit pas d'occuper un espace, mais il faut au minimum contribuer au dialogue sur les politiques de TIC et au mieux, tenter d'influencer la réflexion des autres parties prenantes sur ce qui est en jeu afin de rappeler à ceux qui exercent le pouvoir que la justice sociale en matière de droits d'internet est importante pour tous.
- Nous avons également contribué à **l'adoption d'une approche en matière de plaidoyer qui fait intervenir toutes les parties prenantes** dans un contexte consultatif et non antagoniste, ce qui a donné lieu à d'importants changements dans au moins trois pays: le Kenya, le Pakistan et l'Équateur.
- APC a largement contribué à **créer un forum international** visant à promouvoir un dialogue constructif entre des adversaires antagonistes au sujet de la gouvernance et de l'avenir de l'internet et à trouver des solutions.
- Des représentants de **presque 700 organisations pour le changement social ont vu leurs capacités renforcées en matière de politique de TIC et de l'usage stratégique de la technologie**. Des centaines de personnes en Amérique latine et en Afrique peuvent créer des connexions internet sans fil bon marché grâce à la formation assurée par APC et l'utilisation de ressources gratuites disponibles en ligne dans quatre langues. ■

PRODUIRE DES POLITIQUES DE TIC AXÉES SUR LES DROITS ET LES GENS

Entre 2004 et 2008, APC a travaillé simultanément dans trois espaces de politiques de TIC – aux niveaux mondial, régional et national – afin de renforcer le rôle et la participation de la société civile. Cette action sur trois niveaux a été en partie le fruit du hasard car le processus du Sommet mondial sur la société de l’information (SMSI) se déroulait parallèlement aux étapes initiales de la mise en œuvre de notre plan stratégique sur les espaces de politiques mondiales et a également stimulé les activités dans les espaces régionaux, particulièrement en Afrique et en Amérique latine. Au niveau national, le fait que nous étions présents en Afrique, en Europe, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est et que nous établissions des dizaines de portails de politique nationale et produisions certaines ressources essentielles en matière de droits comme la Charte des droits de l’internet et les rapports de surveillance annuels Global Information Society Watch, a également permis à APC d’acquérir une expérience concrète des campagnes de plaidoyer sur les politiques de TIC nationales.

Ces expériences dans différents espaces de politique ont fait d’APC un représentant très visible et vocal de la société civile mondiale émergente en matière de politique de communication et d’information internationale. Avec nos partenaires, nous avons apporté une perspective axée sur les droits, l’accès et l’aspect collaboratif des TIC et de l’internet qui aurait été sinon négligée. Et nous avons fait en sorte que la société civile se fasse entendre de façon plus précise et efficace.

Ce résultat peut être attribué en partie au succès d’une approche multipartite adoptée dans le cadre du SMSI, qui a permis au secteur privé et à la société civile de devenir des participants plus actifs au Forum sur la gouvernance de l’internet (FGI) de l’ONU et de jouer un rôle dans l’évolution de cet espace, plutôt que d’être simplement invité de façon limitée par les États.

Qu’APC ait disposé d’un financement¹ de base pendant cette période a été un facteur déterminant qui nous a permis d’agir dans autant d’espaces. Ce financement nous a donné une certaine flexibilité pour participer à tous ces espaces et a contribué à un effet multiplicateur dans l’utilisation des fonds pour financer un large éventail de projets dans ces espaces, notamment la recherche, le renforcement des capacités, la diffusion de l’information et la sensibilisation, la participation aux événements, le réseautage et le plaidoyer.

Comment APC est-elle devenue aussi bien informée et influente?

Lorsque APC a commencé à s’intéresser au plaidoyer pour les politiques à la fin des années 1990 jusqu’à environ 2004, il s’agissait surtout de faire entendre la voix de la société civile. À l’époque, lorsque la société civile avait accès aux espaces de politique, c’était souvent un geste de pure forme. Les États participant au SMSI savaient qu’ils devaient être vus pour respecter leurs obligations de partie prenante et ils étaient présents essentiellement pour renforcer leur propre légitimité.

1 Ce soutien essentiel entre 2004 et 2008 a été apporté par la DGIS et la SDC. Nous avons également obtenu un soutien pour les programmes du DFID du Royaume-Uni dans le cadre de l’alliance Building Communication Opportunities (BCO). La Ford Foundation a également appuyé le travail de plaidoyer mondial d’APC.

« Le réseau d'APC d'organisations affiliées comprend et incorpore des acteurs œuvrant sur presque toutes les questions de politique de communication et d'information, et ce réseau contient une richesse technique peu fréquente sur l'internet et les télécommunications. APC met l'accent sur l'élargissement de l'accès aux TIC, en particulier dans le monde en développement. Mais il ne s'est jamais agi d'un simple groupe de TICpD car APC fait également la promotion des droits à la liberté d'expression, des droits à la protection de la vie privée et de l'égalité des genres. [...] Lorsque les débats du SMSI ont évolué vers la gouvernance de l'internet, APC était la seule à être bien préparée pour aborder le sujet. Cette flexibilité et cette envergure, associées aux compétences d'animation et d'organisation du personnel d'APC, expliquent sa centralité et son influence ». *Conclusion de Milton Mueller et autres dans une étude de cas sur le rôle des groupes de plaidoyer sur les politiques de communication et d'information internationales, Université de Syracuse, États-Unis, 2006*²

Mais en 2005, les choses ont commencé à bouger vers la fin du SMSI. La société civile a commencé à avoir une incidence et à se faire entendre, non pas en raison de ce que nous étions, mais en raison de ce que nous avons à dire et de notre façon de le dire.

Au niveau national, on en voit les résultats, par exemple au Kenya, par l'intermédiaire de KICTANet, où la politique de TIC a été abordée de façon globale et représente les intérêts des médias, des petites entreprises et des ONG. En Équateur, où les politiques sont très différentes, les résultats se manifestent dans l'incorporation des « droits à la communication » dans la constitution de 2008. En Inde par exemple, on le constate, dans les consultations informelles entre les responsables du gouvernement indien et les entités de la société civile que l'on a demandé à APC de réunir pour le FGI de Hyderabad en décembre 2008.

APC, en tant qu'organisation et réseau, a œuvré pour qu'elle-même et ses partenaires soient plus cohérents, influents et informés dans les espaces de politique de TIC aux niveaux mondial, national et parfois régional. Nous y sommes parvenus grâce à beaucoup de travail, à l'expérience acquise sur le terrain et au fait de ne pas avoir peur de prendre des risques et de faire des propositions constructives.

Tout cela a pris du temps et n'a pas été facile. Il a fallu mettre la main à la pâte, participer à des espaces de haut niveau et contribuer concrètement en travaillant jusqu'à l'aube aux réunions internationales. Il a fallu renforcer les capacités au moyen d'ateliers, en acquérant de l'expérience et en rencontrant des décideurs, des experts et d'autres acteurs de la société civile et en ayant à produire nos propres contenus et ressources lorsqu'il n'y en avait pas d'autres (par exemple, le manuel sur les politiques de TIC pour les débutants ou la traduction de la Charte des droits de l'internet en vingt langues). Il nous a fallu avoir la discipline de nous concentrer sur des questions précises, par exemple, lorsque nous avons mis de l'avant la question de l'accès pour influencer le cours des FGI.

Mais de nombreux responsables des politiques de TIC aux niveaux international, régional et national ont cessé de voir dans les politiques de TIC et de l'internet de simples questions techniques et d'infrastructure et ont commencé à y voir des questions de

2 Milton Mueller, Brenden Kuerbis et Christiane Pagé « Democratizing Global Communication? Global Civil Society and the campaign for Communication Rights in the Information Society » *International Journal of Communication* 1 2007, 267-296

droits et d'accès. Nous ne sommes pas les seuls à avoir contribué à cette évolution, mais le climat général de la formulation des politiques de TIC a effectivement changé.

Et APC a effectivement contribué de façon originale en travaillant dans les espaces nationaux, régionaux et mondiaux et en collaborant avec des personnes réelles qui, grâce à leur connaissance approfondie de ce genre de travail, ont acquis capacité et confiance.

Plaidoyer pour les politiques : Créer les ressources là où elles sont inexistantes

« Nous avons établi notre méthodologie de plaidoyer pour les politiques au moment de publier la première version de notre Charte des droits de l'internet, rédigée collectivement entre 2001 et 2002 », indique la directrice exécutive d'APC, Anriette Esterhuysen. « Nous créons d'abord les ressources pour démystifier la question – que ce soit tout le thème des 'Politiques de TIC' au départ – et ensuite nous passons aux questions spécifiques comme la régulation des contenus.³ Nous faisons participer la société civile au développement des ressources pour renforcer leurs capacités. Nous utilisons ensuite ces ressources pour le développement des capacités: formation, acquisition de connaissances sur les différentes questions et publication de l'information. Simultanément, nous facilitons la participation aux processus politiques, ce qui permet d'acquérir connaissances, capacités et confiance tout en donnant la possibilité d'utiliser et de tester les ressources de façon concrète. L'autre élément de cette méthode, qui permet de produire des résultats durables, est que nous relient les gens au niveau national et faisons naître ainsi des réseaux qui, en général, finissent par voler de leurs propres ailes ».

La Charte des droits de l'internet a été révisée en 2006. Lorsque nous avons eu un peu d'argent pour financer la traduction et imprimer la charte dans d'autres langues, quinze de nos membres ont sauté sur l'occasion et la charte a commencé à être diffusée en vingt langues. Elle sert actuellement de point de départ pour la formulation d'une nouvelle « charte des droits et des principes » pour la gouvernance de l'internet qui sera le document le plus complet sur ce sujet. Les sites web d'observatoires de politiques



WILLIE CURRIE, LE DIRECTEUR DES POLITIQUES D'APC, QUALIFIE LA CHARTE DES DROITS DE L'INTERNET D'APC DE « POLITIQUE DE TIC NATIONALE SUR UN BOUT DE PAPIER ». LA CHARTE EXISTE EN VINGT LANGUES. PHOTO: MONOCROMO

3 Les questions de politique nouvelles pour APC sont habituellement abordées par la commande d'un document sur le sujet. Voir: www.apc.org/en/pubs/issue

« Nous pouvons affirmer légitimement que la création du réseau de l'observatoire de la politique de TIC au Pakistan et la diffusion de la Charte des droits de l'internet en urdu a fait naître un débat sur les droits et la technologie. » – *Shahzad Ahmad, Bytes For All Pakistan.*

d'APC en Afrique et en Amérique latine et ceux qui portent sur l'intégration du genre dans les politiques, qui ont été créés entre 2001 et 2003, sont également une contribution unique en son genre au plaidoyer international, régional et national⁴.

Les bases : la Charte des droits de l'internet d'APC en Australie

Du point de vue du membre australien d'APC, *apc.au*, l'aspect sans doute le plus important du travail d'APC de 2004 à 2008 a été la publication de documents, souvent produits en collaboration au sein du réseau d'APC, qu'il peut utiliser pour son propre travail à Melbourne. « Depuis nos tout débuts en 1997, nous cherchons à atteindre les objectifs d'égalité, de liberté et d'autonomisation dans le monde en ligne. Les concepts fondamentaux exprimés dans la Charte des droits de l'internet correspondent parfaitement à ce que nous cherchons à accomplir. Accéder au savoir et partager ce que nous apprenons sont des aspects essentiels des projets que nous entreprenons et du contenu que nous produisons. On nous considère fréquemment comme des pionniers dans la promotion et l'application des licences de contenu ouvertes et flexibles comme les Creative Commons et les logiciels libres. Dans notre secteur, nous travaillons pour mobiliser les TIC afin de donner aux gens les moyens d'utiliser l'internet. Tout cela est lié à notre adhésion aux idées si bien saisies dans la Charte des droits de l'internet. La Charte des droits de l'internet est un produit concret qui exprime parfaitement nos convictions fondamentales, notre AND organisationnel. Les groupes extérieurs peuvent ainsi comprendre nos motivations et nous avons ainsi une mesure par rapport à laquelle nous pouvons évaluer nos activités. » – Grant McHerron et Andrew Garton, *apc.au*

Charte des droits de l'internet au Pakistan

En 2007, lorsque les membres et le personnel d'APC se sont réunis pour traduire et imprimer la Charte des droits de l'internet en vingt langues, Bytes For All a relevé le défi, avec l'aide d'APC, de la traduire en urdu, la langue nationale du Pakistan parlée par environ 265 millions de personnes dans le monde.

« Il s'agissait d'une initiative extrêmement importante pour diverses raisons. Les informations sur les technologies de l'information et de la communication n'existent généralement qu'en anglais et il était très clair que le gouvernement n'offrait pas

4 L'observatoire des politiques d'Amérique latine lac.derechos.apc.org est en espagnol. GenderIT.org est multilingue. L'observatoire de l'Afrique a été fermé en 2009 car le service n'était plus une ressource essentielle. Toutes ces ressources nous ont aidé à mettre en lumière le plaidoyer régional et national, ce qui comprend l'intégration des perspectives de genre dans l'analyse des thématiques. L'observatoire de l'ALC a été d'abord financé par Hivos, l'observatoire de l'Afrique par le CRDI et GenderIT.org par la SDC dans le cadre de leur engagement à l'égard du genre et du plaidoyer pour les politiques de TIC.



« Il existe peu de sources indépendantes qui prennent le pouls du débat sur les politiques de TICpD et s'intéressent à l'état actuel de la fracture numérique. GISWatch offre les deux tout en suscitant la réflexion. » – Russell Southwood, PDG, Balancing Act

« On investit de plus en plus dans la large bande dans les pays en développement. GISWatch 2008 arrive à point nommé. » – Lishan Adam PhD, chercheur et consultant en TIC pour le développement, professeur agrégé et auxiliaire, Éthiopie

même une information de base sur la politique de TIC en urdu. Pour le plaidoyer en faveur des droits civils, il était important que la Charte des droits de l'internet soit traduite afin qu'elle touche le plus de personnes possible. De façon étonnante, cela a également contribué à intégrer les droits de la société civile dans le domaine de la politique de TIC. Jusqu'à présent, surtout dans le milieu gouvernemental, il manquait aux TI le C de la communication et elles n'étaient considérées que dans une optique fonctionnelle. Nous pouvons affirmer légitimement que la création du réseau de l'observatoire de la politique de TIC au Pakistan et la diffusion de la Charte des droits de l'internet en urdu a fait naître un débat sur les droits et la technologie. Nous avons maintenant une base sur laquelle appuyer notre campagne sur les droits de l'internet. Le gouvernement vient d'entamer un processus de formulation d'une nouvelle politique, et nous formons une partie intégrante de ce processus ». – Shahzad Ahmad, Bytes For All Pakistan.

Rapport annuel sur « l'état de la fracture numérique » : Global Information Society Watch

Global Information Society Watch (GISWatch)⁵ est un rapport annuel co-produit par APC qui rend compte des progrès réalisés dans la mise en place d'une société de l'information créatrice et inclusive au niveau mondial (en particulier dans l'atteinte des objectifs du SMSI), encourage un débat critique et renforce le réseautage et le plaidoyer pour une société de l'information juste et inclusive.

Les rapports sur les pays sont faciles à lire et donnent un aperçu de la situation dans chaque pays. Les auteurs viennent essentiellement des organisations de la société civile actives dans les questions de TIC dans leur pays. Pour un bon nombre d'entre eux, au moment de la première publication en 2007, c'était la première fois qu'ils mettaient sur papier leur réflexion sur l'état des TIC dans leur pays. Depuis 2007, GISWatch a rendu compte de la participation citoyenne à la formulation des politiques de TIC, de l'accès à l'infrastructure des TIC et de l'accès à l'information et au savoir. Le fait que ces mêmes auteurs écrivent sur ces questions dans la perspective de leur pays laisse à penser qu'ils devraient apprendre à mieux comprendre le contexte global des politiques de TIC à

5 www.giswatch.org. GISWatch est un projet de partenariat produit par APC et le Third World Institute (ITeM) en 2007, par APC, ITeM et Hivos en 2008, et par APC et Hivos à compter de 2009. GISWatch 2007 a été financé en grande partie par la Ford Foundation avec des ressources supplémentaires de la DGIS et du DFID. Hivos, Bread For All, la Ford Foundation et Sida ont fourni des fonds pour GISWatch 2008.

mesure qu'ils s'attaquent à ce qui, pour certains d'entre eux, sont de nouveaux sujets. Et à mesure qu'ils comprennent mieux, ils seront plus sûrs d'eux et seront en mesure de participer à des processus en rapport avec les politiques et le plaidoyer. Pour APC, il s'agit du véritable intérêt de GISWatch, le renforcement des capacités.

« Le fait que l'on se serve de GISWatch dans les universités est encourageant, car les universités sont des lieux de grande influence pour ce qui est des politiques de TIC. Il est donc important que les auteurs aient une voix dans cet espace », selon le rédacteur en chef de GISWatch, Alan Finlay.

GISWATCH 2007 SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE AUX PROCESSUS DE POLITIQUE DE TIC

26 rapports-pays

GISWATCH 2008 SUR L'ACCÈS À L'INFRASTRUCTURE DES TIC

38 rapports-pays, 6 aperçus régionaux

GISWATCH 2012 SUR?

100+ rapports-pays

Les rapports-pays portent sur des régions aussi diverses que la République démocratique du Congo, le Kazakhstan, le Mexique et la Suisse et sont contextualisés par les aperçus régionaux (Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes, Afrique, ancienne Union soviétique, Asie du Sud-Est et Pacifique).

Politique de TIC au niveau national

APC a organisé ses premiers ateliers de formation sur les politiques de TIC en Afrique du Sud en 2002, ce qui a été suivi d'un événement marquant: la formation de plus de 100 représentants d'organisations de la société civile de toute l'Afrique à Addis Abeba en 2002, en préparation de leur participation au SMSI. D'autres formations ont été offertes en Inde et en Afrique. Le premier pilote d'un cours normalisé intitulé « Formation sur les politiques de TIC pour la société civile »⁶ offert en Colombie à la fin de 2003 et auquel ont assisté presque tous les membres d'APC ainsi que des organisations de la société civile de l'Amérique latine, s'est révélé très important pour le réseau d'APC au moment où nous préparions notre plan stratégique pour 2004-2008. Presque tous les membres d'APC présents aux ateliers pensaient être de vrais novices et beaucoup étaient intimidés par l'idée de participer aux processus de politique. Cinq et six ans plus tard, bon nombre de ces premiers participants interviennent dans leur propre pays et sont devenus des experts sur les politiques de TIC axées sur les droits.

Des fonds de démarrage alloués dans le cadre d'une initiative d'APC pour créer leurs propres sites web d'observatoires de la politique de TIC nationale de 2004 à 2006⁷ ont permis à une dizaine de membres d'APC de se lancer et d'en savoir plus sur

6 rights.apc.org/training. Le programme a fini par comprendre un important module sur le plaidoyer et a été traduit en français et en espagnol et affiché en ligne. APC a également produit un manuel sur les politiques de TIC "pour les débutants" pour accompagner le programme. Le programme et le manuel ont été financés par la Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO) dans le cadre du programme Building Digital Opportunities (BDO) du DFID. L'atelier pilote a été financé par l'ACDI.

7 Soutenu par Evangelischer Entwicklungsdienst e.V. (EED).

ce sujet. Des fonds pour les voyages fournis par APC⁸ leur ont permis d'assister à des manifestations importantes où ils ont pu apprendre, créer des réseaux et faire connaître leur secteur d'intérêt.

Le réseau d'APC prend de l'assurance et acquiert de l'expérience

L'initiative des observatoires nationaux des politiques de TIC a commencé en 2004 avec onze membres d'APC.⁹ Chaque membre a construit son propre portail pour sensibiliser les activistes de la société civile aux questions locales et aux stratégies permettant d'influencer la politique publique et pour suivre les processus du SMSI. Les portails étaient souvent les premiers sites web à recueillir des informations sur les politiques de TIC dans leur pays. En 2006, sept autres organisations¹⁰ se sont jointes au réseau. Le projet a aidé les membres en améliorant le réseautage entre les divers processus nationaux (en apprenant de l'expérience des autres) et en appuyant leur participation aux processus mondiaux (notamment le financement des déplacements aux événements). À la fin de 2006, les membres ont signalé qu'ils participaient à de nouveaux processus nationaux de la société civile et du secteur public, huit membres en particulier ont annoncé qu'ils planifiaient des consultations publiques nationales en 2007. Quelques membres parlent de l'importance de leur plaidoyer pendant ces quatre années:

Pakistan

« Tout a commencé en 2005 lorsque APC a financé le déplacement d'un des représentants de Bytes For All Pakistan pour participer à la phase de Tunis du SMSI. Ce fut une grande expérience d'apprentissage qui nous a donné la possibilité de rencontrer l'équipe d'APC et ses membres venus du monde entier réunis à Tunis. Cette interaction nous a également aidé à établir une confiance mutuelle entre APC et Bytes For All Pakistan pour un partenariat à long terme. En 2006, il y a eu un petit projet, mais extrêmement important, conçu et financé par le programme des politiques d'APC, à savoir la création du réseau des observatoires de la politique de TIC au Pakistan.

« C'était la première fois dans l'histoire du pays que les organisations œuvrant pour les droits civils étaient admises dans l'espace de la politique de TIC. Ce réseau a non seulement aidé les OSC, mais aussi toutes les autres parties prenantes, à faire entendre leur voix sur les questions associées à la politique de TIC, alors qu'auparavant les décisions étaient prises sans qu'elles soient consultées et sans leur participation. À ce moment-là, le Pakistan avait déjà une politique en attente, de même qu'un plan

8 Possiblement grâce au fait que la Ford Foundation et Hivos avaient fourni le financement de base du programme des politiques d'APC.

9 Colnodo (Colombie), BlueLink (Bulgarie), LaNeta (Mexique), apc.au (alors c2o) (Australie), Pangea (Espagne), FMA (Philippines), Nodo TAU (Argentine), GreenNet (R.-U.), Unimondo (Italie), ITeM (Uruguay) et Alternatives (Canada/République démocratique du Congo).

10 Bytes For All (Bangladesh), Bytes For All (Pakistan), ArabDev (Égypte), Open Institute (Cambodge), Strawberry-Net (Roumanie), ZaMirNET (Croatie), RITS (Brésil).

d'action en TI qui n'était pas encore mis en œuvre. Cela a considérablement aidé le réseau à organiser ses campagnes de plaidoyer et à faire entendre aux décideurs au plus haut niveau une voix collective sur nos préoccupations. Depuis 2006, le réseau a fait du chemin et a actuellement la réputation d'être l'espace le plus inclusif en matière de politique de TIC au Pakistan. Le groupe de discussion compte 252 membres représentant toutes les parties prenantes du pays.

« Nous pouvons affirmer avec fierté que cette petite initiative a largement contribué à intégrer la perspective de la société civile dans le débat sur la politique de TIC dans notre pays. Elle a également contribué à obtenir des subventions pour différents projets comme l'examen de la politique de TIC, la censure, la protection de la vie privée et la surveillance sur l'internet, ainsi que l'intégration du genre dans les processus de politique de TIC. C'est grâce à ce réseau que le.pk ccTLD [nom du domaine principal pour le code du pays] a admis un représentant de la société civile à son conseil consultatif ». – Shahzad Ahmad, Bytes For All Pakistan

Cambodge

« Pour nous au Cambodge, le principal changement apporté par APC a été l'influence que nous (membres et réseau en général) avons pu exercer sur la langue des documents de politique de TIC internationaux, pour que la politique réponde aux intérêts de la population et favorise le développement durable et la justice sociale. L'autre changement est la sensibilisation au sein du réseau d'APC face à l'importance d'une bonne politique de TIC.

« Le travail consacré à la politique de TIC est très difficile et prend du temps. Au Cambodge, la formulation de la politique de TIC nationale a commencé en 2005 et pourtant nous n'avons toujours pas de politique approuvée. Les processus sont souvent lents et dépendent de l'intérêt du gouvernement à faire avancer les choses. Le problème tient également à l'influence réelle de nos observations pour faire changer la législation. Une fois la période des observations publiques terminée, nous ne pouvons plus rien faire pour savoir ce que contiendra le document définitif.

« On ne peut pas dire que nous avons pu atteindre le but que nous nous étions fixé: une politique nationale de TIC qui bénéficie réellement aux Cambodgiens, une politique qui peut conduire le pays vers le développement et le faire avancer. Pour le moment, nous ne pouvons qu'espérer que nos observations sur le genre, la langue khmer, les logiciels libres, la normalisation et autre sujets seront incorporées dans les versions de travail de la politique et dans le document final. Si tout cela se retrouve dans la version finale, nous aurons réussi à contribuer à une politique qui sert les intérêts du Cambodge ». – Kong Sidaroth, Open Institute, Cambodge

Bulgarie



MOBILISÉS PAR L'INTERNET, DES RASSEMBLEMENTS ÉCLAIRS ONT RÉUSSI À FAIRE PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT BULGARE POUR MODIFIER LA LÉGISLATION AFIN DE FAIRE CESSER LA DESTRUCTION DE ZONES PROTÉGÉES EN BULGARIE EN 2007. PHOTO: COALITION FOR NATURE

« BlueLink a collaboré avec d'autres membres afin d'accélérer les activités d'APC associées au thème du développement durable qui a été énoncé à la réunion du conseil d'APC accueillie par BlueLink en 2005 et développé au SMSI à Tunis. Un atelier spécial, organisé par APC et BlueLink au premier FGI d'Athènes (2006), a précisé les grandes lignes de la politique et des priorités en matière de gouvernance de l'internet susceptibles d'avoir un impact essentiel sur l'autonomisation des communautés et des citoyens dans leur lutte pour l'information et les droits environnementaux. De plus, les leçons apprises de la Convention Aarhus – un accord multinational fondamental sur l'accès à l'information – ont servi de base à un code de pratiques volontaires pour la bonne gouvernance de l'internet proposées par APC, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et le Conseil de l'Europe¹¹ au deuxième FGI ». – Pavel Antonov, BlueLink, Bulgarie

Philippines

« Les activités d'APC visant la participation aux espaces sur les politiques de TIC et de l'internet ont permis à la FMA d'être présente dans les espaces de gouvernance comme le SMSI et les FGI. Cette participation nous a permis, ainsi qu'à APC en général, de connaître les enjeux concernant les contenus et les organismes chargés de la gouvernance de l'internet – les questions, les acteurs et les espaces – et nous a permis de nous positionner et de défendre nos idées dans les contextes internationaux et locaux. Nous avons aussi pu établir des réseaux avec des communautés de pratique et de plaider pour des domaines

11 www.apc.org/en/pubs/briefs/world/discussion-paper-code-good-practice-participation-

particuliers (protection de la vie privée/sécurité, A2K, accès, etc.). Nous avons également pu mieux définir les positions de la FMA sur des questions stratégiques essentielles qui nous intéressent au niveau national (et dans une moindre mesure au niveau régional). Tout ceci est attribuable non seulement au fait qu'APC facilite la participation des membres à ces espaces, mais par le fait qu'elle offre aussi des cadres formels pour notre plaidoyer comme la Charte des droits de l'internet – qui constitue notre programme de base pour le plaidoyer en faveur de l'information et de la communication. La charte présente un contenu très utile pour notre plaidoyer et nous permet de faire avancer la justice sociale, le programme de TIC axé sur les droits et la politique sur l'internet et les télécoms. APC nous a permis de participer à des campagnes régionales et nationales par des activités de recherche sur les politiques, de forums publics et de renforcement des capacités. APC apporte une aide aux membres comme nous, pour que nous puissions être des acteurs utiles de la société civile dans bon nombre des domaines abordés dans Charte ». – Alan Alegre, FMA, Philippines

Équateur



POUR LA PREMIÈRE FOIS EN AMÉRIQUE LATINE, L'ACCÈS AUX TIC A ÉTÉ INCORPORÉ EN TANT QUE DROIT DANS UNE CONSTITUTION NATIONALE. LES ÉQUATORIENS CÉLÈBENT LA NOUVELLE CONSTITUTION. PHOTO: PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE ECUADOR

« La nouvelle Constitution de l'Équateur, signée le 28 septembre 2008, stipule que chacun a droit à « l'accès universel aux technologies de l'information et de la communication » et protège la création de médias sociaux, l'accès égalitaire au spectre radio pour la gestion des stations de radio et de télévision publiques, privées et communautaires et les bandes libres pour l'exploitation des réseaux sans fil » (pour l'accès internet).

« Les groupes de la société civile de l'Équateur qui travaillent dans les secteurs de la communication ont estimé que la réforme constitutionnelle représentait une occasion unique de proposer un nouveau cadre pour les droits à la communication comprenant l'accès internet pour tous. La lutte des Équatoriens pour ces droits est complexe – ceux qui

contrôlent les médias traditionnels s'opposent de façon véhémente à tout changement, et l'accès internet, la téléphonie mobile et autres services de TIC sont normalement offerts sans un contexte réglementaire qui favorise les intérêts d'un petit nombre d'entreprises prospères et de multinationales. Les défenseurs des droits à la communication ont essayé de diffuser un message adapté du Forum social mondial, c'est-à-dire qu'une « autre communication est possible ». Pour moi en tant que représentante d'APC, cela veut dire que l'internet doit être considéré comme un bien public mondial: ouvert, abordable et accessible à tous.

« Nous avons formulé des propositions pour l'Assemblée constituante chargée de rédiger la nouvelle constitution. Nous avons stimulé le débat public, organisé des forums multipartites et avons fait des recherches sur les grandes tendances en communication en Amérique latine et dans le monde. APC a préparé directement les propositions, formulé les justifications et fait pression auprès des députés. Nous avons été ravis lorsque deux droits fondamentaux à la communication ont été incorporés à la constitution. Aujourd'hui, le défi consiste à établir les mécanismes nécessaires pour faire appliquer ces droits de façon conforme aux politiques de développement nationales ». – Valeria Betancourt, coordonnatrice des politiques pour l'Amérique latine d'APC, Équateur

Le réseau s'étend

Le programme Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA)¹² était une approche à plusieurs composantes visant à aborder des questions comme la simplification de l'utilisation des VSAT, le développement des radios communautaires, le soutien aux régulateurs et l'aide aux acteurs de la société civile pour participer au débat sur les politiques de TIC. APC a coordonné la composante plaidoyer pour les politiques de TIC.

Nous avons ainsi pu pour la première fois nous concentrer sur du travail de plaidoyer très spécifique pour les politiques nationales dans cinq pays africains. Nous avons pu engager et payer à temps partiel des animateurs de réseau pour stimuler le dialogue sur les politiques de TIC nationales faisant idéalement intervenir les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les médias. Certains ont mieux réussi que d'autres, mais dans les cinq pays, le paysage des TIC a évolué dans le bon sens.

Une réforme positive des politiques et de la régulation a été instaurée au Kenya dès 2005. KICTANet, réseau de plaidoyer multipartite, a organisé des débats et des consultations inclusifs sur les politiques, en personne et en ligne, avec le gouvernement, le secteur privé, les médias et les consommateurs. La coalition a étroitement collaboré avec le gouvernement pour la formulation de la politique de TIC qui a été approuvée par le Cabinet en janvier 2006.¹³ KICTANet a également joué un rôle direct dans la libéralisation du VoIP par le régulateur. L'expérience de KICTANet a montré qu'il y avait là un modèle de réseau de plaidoyer multipartite à reproduire et nous avons documenté cette expérience.¹⁴ KICTANet est ensuite devenu membre d'APC et depuis 2008 coordonne le

12 APC a été retenue pour administrer la composante 1c sur le plaidoyer pour les politiques dans le cadre de Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), une importante initiative financée par le DFID.

13 www.apc.org/en/news/governance/world/apc-project-contributes-kenya-ict-policy-approved

14 www.apc.org/fr/pubs/manuals/policy/all/questions-fréquentes-au-sujet-des-partenariats-multipartites (anglais et français)

réseau est-africain du successeur de CATIA, Communication pour l'influence en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest (CICEWA).

Au **Sénégal**, les médias ont été sensibilisés à l'intérêt des TIC afin d'encourager la couverture des questions liées à la politique de TIC. Des émissions de télévision et des sites web consacrés à ces questions ont vu le jour pour la première fois et certains servent encore de référence pour les TIC au Sénégal aujourd'hui.

Un réseau multisectoriel est né en République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de CATIA pour mobiliser les décideurs et mener des recherches de manière à éclairer le plaidoyer sur le réseau dorsal national. En 2008, la RDC n'avait toujours pas d'infrastructures nationales, mais la DMTIC avait placé cette question à l'ordre du jour du gouvernement en liant les TIC au développement. Une dorsale est prévue pour 2010.

CATIA a connu un tel succès qu'APC a obtenu des fonds pour entreprendre des initiatives de même nature, à compter de 2008 pour la construction du réseau CICEWA en Afrique¹⁵ et un réseau andin en Amérique latine¹⁶ afin de promouvoir une large bande abordable.

République démocratique du Congo



LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ, LES MÉDIAS, LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE MILIEU UNIVERSITAIRE SE RÉUNISSENT POUR ÉCHANGER DES INFORMATIONS ET ENTAMER UN DIALOGUE SUR LES TIC À LA DMTIC. PHOTO: ALTERNATIVES

Les secteurs public et privé, les médias, la société civile et le milieu universitaire se réunissent pour échanger des informations et entamer un dialogue sur les TIC à la DMTIC. Photo: Alternatives « Entre 2004 et 2008, l'impact le plus important qu'a eu APC sur Alternatives a été le soutien apporté à la création d'une coalition multipartite

15 CICEWA www.apc.org/fr/projects/communication-influence-central-east-and-west-afri est soutenu par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

16 Communication pour l'influence en Amérique latine (CILAC – Région andine) www.apc.org/fr/projects/communication-influence-latin-america-cilac-andean est également financé par le CRDI.

qui a ensuite mobilisé les décideurs et utilisé la recherche pour faire campagne en vue d'une dorsale internet nationale. En 2008, la RDC, le troisième plus grand pays d'Afrique et le pays francophone le plus peuplé du monde, n'avait toujours pas de connexion de fibre optique à l'internet international.

« La coalition connue sous le nom de DMTIC est née dans le cadre de CATIA en 2005. APC a soutenu la première table ronde qui a établi la DMTIC en janvier 2005 et l'organisation un mois plus tard d'un Forum pan-africain (auquel ont participé des représentants de cinq pays: RDC, Maroc, Niger, Benin et Cameroun) afin de renforcer les capacités en matière de plaider pour les politiques de TIC.

« Depuis lors, la DMTIC est devenue l'espace par excellence où les acteurs des TIC –secteurs public et privé, médias, société civile, universités – se réunissent pour échanger des informations et dialoguer et où ils se penchent sur la formulation d'une politique nationale de TIC pour le développement en RDC.

« Grâce au soutien initial d'APC, nous avons reçu des fonds supplémentaires pour notre travail de plaider et pour un deuxième projet sur la formulation d'une politique de TIC en RDC. Le soutien d'APC nous a également été précieux lors de la négociation d'un accord avec le CRDI pour le financement de notre recherche sur la possibilité d'une infrastructure internet en RDC, dont les résultats seront publiés en août 2007.¹⁷

« Le gouvernement a pris au sérieux cette initiative et a demandé à Alternatives et à la DMTIC de coordonner une commission spéciale de la société civile sur la politique de TIC mise sur pied par le ministère des Postes et des Télécommunications. Alternatives et la DMTIC ont préparé un plan d'action en réponse à un appel d'Alternatives et d'APC lancé au SMSI et selon lequel les gouvernements qui n'avaient pas encore formulé de cyberstratégies dans le cadre de leurs plans de développement et de stratégies de lutte contre la pauvreté devaient le faire d'ici 2010.

« La création de la DMTIC, réseau multisectoriel de dialogue et d'échange d'information, l'achèvement de l'étude de faisabilité sur l'internet, etc., ont conduit à des discussions avec les pouvoirs publics et à un changement de perception sur les TIC. Elles ne sont plus considérées seulement comme une infrastructure, mais également comme un outil de développement. »

« Un cadre institutionnel et légal pour les TIC en RDC (document de travail) et une ébauche de politique de TIC nationale ont été élaborés, mais n'avaient pas encore été adoptés au moment de la rédaction de ce texte. Toutefois, le gouvernement a récemment conclu des accords avec une compagnie chinoise pour la mise en œuvre d'une dorsale et plusieurs régions du pays devraient être dotées d'une infrastructure appropriée d'ici 2010-2011! Inshallah!

« Aujourd'hui, Alternatives et la DMTIC sont devenues des références en RDC; en fait, plusieurs membres de la DMTIC ont été détachés au gouvernement pour y devenir les personnes ressource en vue de la mise en œuvre de la politique nationale ». – Michel Lambert, Alternatives, Canada/RDC

17 www.rdc-ict.cd/q=node/75

Sénégal



COURA FALL (GAUCHE), ANIMATRICE CATIA, PORTA L'ATTENTION DES MÉDIAS SÉNÉGALAISES SUR LE RÔLE QU'IL PEUVENT JOUER DANS LA FORMATION D'UNE POLITIQUE DE TIC DANS LE PAYS. PHOTO: M. DIOP

« En 2006, j'étais animatrice au Sénégal pour CATIA, sous la direction d'APC, ce qui nous a permis d'apporter des changements dans l'utilisation des TIC par la société civile et en particulier par les médias du Sénégal. Dans le cadre de CATIA, nous avons renforcé les capacités des journalistes en les formant aux questions politiques entourant les TIC et en leur montrant comment utiliser les outils de TIC pour améliorer leur travail (p. ex., créer des blogues ou télécharger des émissions de radio). À ma grande surprise, certains journalistes ont fini par créer de nouvelles émissions pour l'internet et l'un d'entre eux a créé un journal en ligne¹⁸ qui plusieurs années plus tard continue d'avoir un large lectorat et est très respecté au Sénégal. C'est une très bonne source d'information pour tous ceux au Sénégal qui veulent obtenir des informations sur l'internet, et son existence doit être une source de fierté pour APC. L'autre exemple est l'émission de télévision DEBATIC, qui a vu le jour grâce à CATIA et qui parle des politiques de TIC. Elle a été la première du genre au Sénégal et elle a lancé une dynamique qui a abouti à des changements dans la formulation de la politique de TIC car on a commencé à comprendre que les politiques de TIC doivent tenir compte des besoins de la population et intégrer la société civile dans une réflexion approfondie sur les TIC pour un développement durable. Tout le monde en a parlé et même les autorités et les régulateurs sont maintenant conscients de la question ». – Coura Fall, coordonnatrice de CATIA, Sénégal (Coura est l'actuelle coordonnatrice du réseau de l'Afrique centrale et de l'Ouest de CICEWA, GOREeTIC.)

18 www.pressafrik.com

Cameroun

« Travailler avec APC nous a permis d'élargir notre vision au sujet de la formulation des politiques de TIC au Cameroun et au niveau régional africain. Nous avons rédigé le rapport-pays pour le Cameroun sur l'accès aux TIC pour l'édition 2008 de GISWatch et nous avons étroitement participé à la création du réseau GOREeTIC afin d'améliorer la synergie en Afrique de l'Ouest et de faciliter les consultations avec le gouvernement sur la mise en œuvre des lois et des textes réglementaires régissant l'accès aux TIC pour tous. Au Cameroun, PROTEGE QV a mis l'accent sur l'utilisation d'un fonds d'accès universel en menant une étude qui identifie les principaux éléments du fonds et en précise l'utilisation et fait état de ce qui a été accompli jusqu'à présent ». – Avis Momeni et Sylvie Siyam, PROTEGE QV, Cameroun

Politiques de TIC régionales

En Afrique, APC s'est concentrée sur l'accès à l'infrastructure. APC a organisé une série d'ateliers et de consultations sur les câbles sous-marins existants et d'autres projets de câbles potentiels ainsi que sur d'autres formes d'accès local. Nous avons lancé un site web de campagne FibreForAfrica.net, avons communiqué avec les médias nationaux et régionaux pour rendre le débat public et nous avons publié une importante recherche sur les occasions manquées en raison du caractère monopolistique du câble sous-marin de Afrique de l'Ouest.

En Amérique latine et aux Caraïbes, APC a mené une campagne difficile pour que la participation de la société civile au plan d'action TIC régional à la suite du SMSI soit reconnue. La campagne a été finalement fructueuse et APC a été choisie par ses pairs pour représenter la société civile. Le gain peut sembler limité, mais il s'agit de faire en sorte que les communautés participent à la gouvernance et de démontrer l'intérêt d'une gouvernance participative pour la qualité de la politique et du contexte réglementaire créé.

Accès ouvert en Afrique¹⁹

L'Afrique doit payer parmi les prix les plus élevés du monde pour la bande passante. L'argent payé en fortes devises quitte le continent et ces coûts élevés affectent le développement de l'Afrique sur les plans social et économique. En Afrique de l'Ouest, jusqu'en 2007, le seul câble de fibre optique international (SAT-3) était géré par un monopole, qui maintenait les prix artificiellement élevés. En 2008, la côte est de l'Afrique n'avait toujours pas de câble de fibre optique et l'accès internet était assuré par satellite à un coût exorbitant.



L'AFRIQUE DE L'EST NE POSSÈDE AUCUNE CONNEXION DE FIBRE OPTIQUE INTERNATIONALE. LES CÂBLES SOUS-MARINS ACTUELS SONT INDIQUÉS EN VERT.
CARTE: APC

19 Le travail particulier indiqué pour ouvrir l'accès à l'infrastructure en Afrique a été rendu possible grâce à la DGIS, au DFID, à InfoDev, à la Open Society Institute et au PNUD.

En 2006, APC a co-organisé des consultations et des ateliers réunissant les principales parties prenantes afin de parler des mesures à prendre pour assurer un accès ouvert au système de câble sous-marin de l'Afrique de l'Est (EASSy) de manière à réduire le coût de la bande passante internationale sur la côte est de l'Afrique. Les participants ont ultérieurement soumis leurs préoccupations au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Ces rencontres ont été largement médiatisées en Afrique²⁰ et dans le reste du monde²¹, et APC a lancé le site web Fibre for Africa²² afin de donner des informations sur l'accès à l'infrastructure en Afrique. En novembre 2006, APC de concert avec le PNUD, a organisé un atelier de dialogue et d'échange sur des options prometteuses et des questions essentielles pour la politique nationale et le plaidoyer sur le « coût de l'accès ouvert ». Les pressions exercées par ces ateliers et la signature d'un protocole avec le NEPAD sur le projet de câble sous-marin EASSy ont indirectement entraîné une baisse des prix du SAT-3 car le consortium d'exploitation tentait d'empêcher une intervention réglementaire pour faire baisser les prix.

Outre la rencontre des principales parties prenantes pour exercer des pressions, en 2006, APC a entrepris un grand projet de recherche –SAT-3/WASC Post-Implementation Audit: Country Case Studies²³– afin de documenter l'effet du monopole du câble sur les communications dans le continent africain, ainsi que les occasions manquées et le « pourquoi » de celles-ci.

La recherche a permis de donner aux campagnes axées sur les infrastructures une meilleure idée des pièges d'une prise de décision à « huis-clos », ainsi que des faits et des exemples concrets. APC a également publié une étude de cas sur Maurice, où des initiatives positives ont été prises malgré la situation du SAT-3. Les études ont été diffusées en anglais, en français et en portugais lors d'événements régionaux et internationaux importants.

Participation de la société civile en Amérique latine et aux Caraïbes²⁴

De nombreux États se sont opposés à l'accès de la société civile aux débats et aux activités des processus de suivi du SMSI en Amérique latine et aux Caraïbes (connu sous le nom de eLAC),²⁵ bien qu'ils aient été signataires de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, qui précisait que le secteur privé et la société civile devaient participer à tous les processus nationaux, régionaux et mondiaux de la société de l'information. Mais vers la fin de 2007, face au plaidoyer stratégique d'APC et de ses partenaires, les gouvernements ont cédé et la voie a été ouverte à la participation de la société civile à la suite d'une proposition selon laquelle une OSC désignée servirait de liaison entre les gouvernements et la société civile. Les OSC de l'Amérique latine ont désigné APC pour assumer ce rôle.

20 Par exemple, Mail & Guardian: www.mg.co.za/articlePage.aspx?articleid=267024&area=/insight/insight_economy_business/ de l'Afrique du Sud

21 Par exemple, BBC Online: news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4787422.stm

22 www.fibreforafrica.net/

23 www.apc.org/fr/projects/open-access-africa-eassy-sat-3-wasc-research

24 Le travail d'APC sur le plaidoyer dans le cadre de eLAC n'a été possible que grâce au financement de base du programme des politiques reçu de Hivos.

25 www.eclac.org/socinfo/elac

Afin d'évaluer la participation et l'impact de la société civile et de voir comment apporter des améliorations à l'avenir, APC a commandé un sondage ²⁶ auprès des acteurs de la région connaissant le processus eLAC.

Les participants au sondage ont indiqué 162 acteurs ayant un certain rapport avec le processus de politique de TIC dans la région. Chaque participant a indiqué jusqu'à dix acteurs par ordre décroissant d'importance. Lorsqu'une personne indiquait le même acteur plus d'une fois, seule la première position était prise en compte (voir Tableau 1).

POSITION	ACTOR	RELEVANCE	MENTIONS
1	ECLAC	20,94	27
2	APC	12,78	20
3	Gouvernements nationaux	9,30	11
4	ICA/CRDI	9,29	15
5	LACNIC	9,07	13
6	Société civile	7,48	13
7	eLAC	7,40	9
8	OEA	7,09	11
9	BID	5,63	10
10	Secteur privé	5,30	9
11	Gouvernement du Brésil	4,45	7

TABEAU 1: ACTEURS INDIQUÉS COMME AYANT LE PLUS DE PERTINENCE PAR RAPPORT AUX PROCESSUS DE POLITIQUE DE TIC EN AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES

Dans le cadre de cet exercice, on a demandé aux participants d'indiquer, par ordre décroissant d'importance, jusqu'à cinq acteurs avec lesquels leur institution avait collaboré dans le domaine des politiques de TIC (p. ex., organisation politique, collaboration technique, financement, participation aux mêmes réseaux). À partir de ces réponses, un indice de collaboration a été calculé pour chacun des 162 acteurs déjà indiqués comme étant pertinents dans le contexte régional des politiques de TIC par les personnes sondées.

Dix organisations ont obtenu l'indice le plus élevé de collaboration, dont plus de quatre mentions dans chaque cas (voir Figure 1).

Il existe un fort degré de concordance entre les valeurs obtenues pour la pertinence et la collaboration. Les acteurs ayant une bonne réputation dans le domaine des TIC pour le développement sont clairement distingués en fonction de leur degré d'activité dans la région, exprimé par les liens de collaboration qu'ils créent avec différentes institutions.

Les évaluateurs ont conclu: « Il n'est pas surprenant d'obtenir dans les résultats du sondage un nombre élevé de mentions d'APC, un réseau d'organisations de la société civile fortement intégré dans la région, d'ECLAC, qui facilite les processus des politiques de TIC en général et d'eLAC en particulier, et du CRDI qui finance un grand nombre de projets sur la société de l'information et les politiques de TIC dans la région. »

26 www.apc.org/fr/pubs/research/policy/lac/plaidoyer-and-civil-participation-elac-process-anal. Le tableau et le graphique sont adaptés de cette étude.

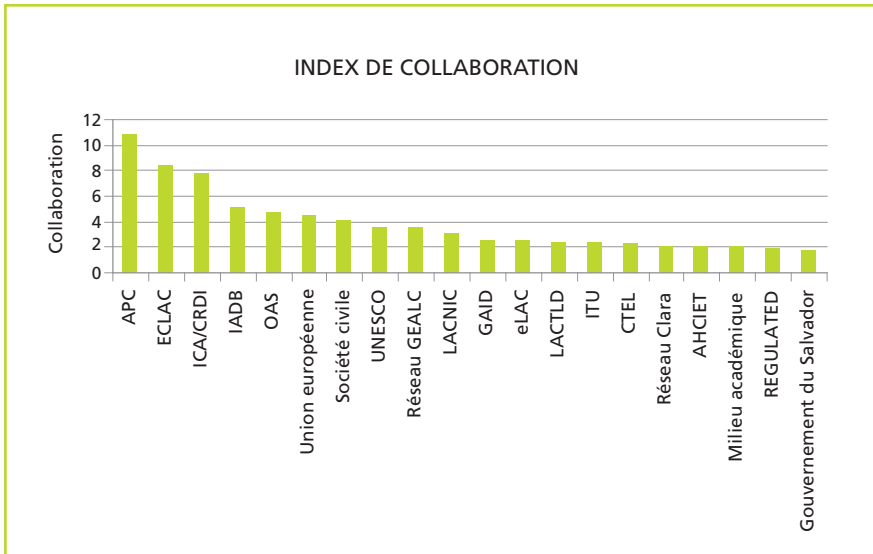


FIGURE 1: ACTEURS MENTIONNÉS COMME CEUX QUI COLLABORENT LE PLUS DANS LE DOMAINE DES POLITIQUES DE TIC EN AMÉRIQUE LATINE

LORSQU'ON NE PEUT PAS SE PAYER LE VOYAGE EN AVION, COMMENT PEUT-ON FAIRE ENTENDRE SES PRIORITÉS?

Le troisième FGI a eu lieu en Inde – à des milliers de kilomètres de Bogota, de Montevideo ou de San José. Avec une connaissance limitée des questions, des capacités et des ressources, les pays latino-américains sont souvent sous-représentés dans les forums internationaux, où les politiques de l'internet sont abordées et formulées et n'ont pas été en mesure de contribuer utilement au Forum sur la gouvernance de l'internet. APC et ses partenaires, RITS et LACNIC, ont organisé une réunion préparatoire multipartite de l'ALC au FGI à Montevideo, en août 2008, à laquelle plus de 100 personnes de toute l'Amérique latine et des Caraïbes ont participé. Les priorités fixées¹ ont depuis alimenté le FGI international et ont été adoptées par les représentants de l'ALC qui réussissent à assister aux réunions du FGI.

¹ acnic.net/en/eventos/mvd2008/FGI-conclusiones.html

Politique de TIC internationale

Faire en sorte que l'internet soit géré en plaçant les droits au premier plan: Le Forum sur la gouvernance de l'internet

Un des changements les plus importants intervenus sur la scène des politiques de TIC et du point de vue d'APC a été la création du Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI).²⁷Le FGI est issu du SMSI. C'est une réunion annuelle internationale, ouverte à tous ceux qui s'intéressent à la gouvernance de l'internet et qui offre à toutes les parties prenantes un espace de discussion et de débat sur les questions de politiques publiques dans un contexte égal pour tous, du moins en théorie. Il offre une sorte de « soupape de décompression » pour les questions de gouvernance de l'internet les plus controversées et permet à des acteurs ayant des opinions radicalement différentes et souvent opposées de se réunir dans un cadre qui est dans l'ensemble respectueux et constructif.

Même si APC ne peut pas prétendre avoir joué un rôle majeur dans sa création, nous pouvons prétendre à un rôle important par rapport à notre capacité et nos ressources. Les origines du FGI remontent à l'impasse à laquelle on était arrivé dans les débats entre les gouvernements sur la question de la gouvernance de l'internet, qui a dominé les dernières étapes du SMSI. Les gouvernements ont donc recommandé la formation d'un groupe de travail chargé de faire des propositions sur la façon dont la communauté internationale pouvait traiter de façon optimale ce domaine complexe de politique publique. Nos pairs ont désigné APC pour faire partie de ce groupe —qui a fini par comprendre environ 40 personnes provenant des gouvernements, des entreprises et de la société civile – et qui, avec d'autres acteurs de la société civile, a contribué à la formulation de l'une des recommandations finales, à savoir la création d'un forum.

Le travail ne s'est pas arrêté avec la recommandation; il est incombé ensuite aux gouvernements de discuter de la proposition faite au sommet de Tunis en 2005, de nombreux acteurs des gouvernements, du secteur privé et du milieu technique étant opposés à la formation d'un forum. APC a été très active— de concert avec la société civile – pour demander la création du forum. Depuis les quatre ans que le forum existe, APC a toujours été présente et active dans tous les domaines: nomination, formation, participation et renouvellement du groupe consultatif multipartite; participation à toutes les consultations (qui ont lieu en février, mai et septembre à chaque année) et au forum annuel; contribution d'une forte équipe de membres, partenaires et personnel au forum annuel; collaboration avec toutes les parties prenantes pour organiser des ateliers, contribution à la planification des principales séances, soutien aux processus provisoires nationaux et régionaux, et ainsi de suite.

27 APC a pu participer à la création et au développement du FGI grâce au financement de base du programme des politiques reçu de Hivos, DGIS et SDC et au soutien des programmes du DFID et du CRDI.



« Dans un pays où l'avortement est illégal, l'internet devient un espace essentiel pour en savoir plus [...] sur le genre de décisions que l'on peut prendre au sujet de son propre corps ». – L'intervention de Jac sm Kee (photo) a modifié l'orientation du débat sur les « contenus préjudiciables » au FGI.

PHOTO: INCONNU

Les processus multipartites sont sans doute un des aspects les plus délicats du FGI. Apprendre à écouter à ses adversaires traditionnels, comprendre des perspectives différentes et rechercher des solutions communes à des problèmes complexes, sans perdre de vue les valeurs et les principes auxquels on est attaché, n'est pas toujours facile pour une ONG internationale axée sur les droits et qui compte de nombreux membres activistes comme APC.

La grande caractéristique du FGI, et ce pourquoi il est probablement le plus connu, est sa nature multipartite. Les processus multipartites sont sans doute un des aspects les plus délicats du FGI. Apprendre à écouter à ses adversaires traditionnels, comprendre des perspectives différentes et rechercher des solutions communes à des problèmes complexes, sans perdre de vue les valeurs et les principes auxquels on est attaché, n'est pas toujours facile pour une ONG internationale axée sur les droits et qui compte de nombreux membres activistes comme APC. Pourtant, la solution à bon nombre des problèmes auxquels est confrontée APC dans le domaine des politiques de TIC repose sur la participation active d'un large éventail de parties prenantes. APC appuie l'approche multipartite adoptée pour le FGI et nous pensons en général que les liens que nous avons forgé avec le secteur privé, les gouvernements, le milieu technique et autres ont contribué à l'atteinte de nos objectifs pour le processus du FGI par rapport aux questions relativement « simples » de l'accès à l'infrastructure en particulier et du renforcement des capacités.

Mais on ne saurait en dire autant en ce qui concerne les aspects plus émotifs et politiquement sensibles comme les droits humains, la protection de la vie privée, la censure des contenus et ainsi de suite. Dans ce cas, les acteurs ont tendance à se retrancher dans leurs camps respectifs (ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose car le processus n'en est qu'à ses débuts). En arriver à une vision commune sur l'application universelle des droits humains à l'internet est une tâche monumentale. Il est de plus en plus question que le FGI incorpore les droits humains au cœur de son programme de travail, mais il faudra encore du temps pour que cela devienne une réalité.

Le FGI a eu d'autres retombées. Il a permis à nos membres du Pakistan, des Philippines, du Kenya et du Bangladesh, pour n'en nommer que quelques-uns, de faire leur entrée sur la scène internationale. Il en a été de même pour le programmes des femmes d'APC,²⁸ qui jusqu'au FGI était resté confiné dans les espaces consacrés au mouvement des femmes.

« Dans un pays où l'avortement est illégal, l'internet devient un espace essentiel pour en savoir plus [...] sur le genre de décisions que l'on peut prendre au sujet de son propre corps ». – L'intervention de Jac sm Kee (photo) a modifié l'orientation du débat sur les « contenus préjudiciables » au FGI.

Un des moments les plus mémorables du FGI de 2008 a été l'intervention de Jac sm Kee expliquant, du podium de la plénière,²⁹ que souvent les femmes n'ont pas accès à d'importantes informations sur la santé et les droits en matière de reproduction et de sexualité en raison des politiques de régulation des contenus. Plusieurs panélistes ayant des opinions paternalistes sur la protection des femmes et des enfants contre les contenus préjudiciables n'avaient plus d'arguments à avancer. L'intervention de Jac a eu un effet considérable. De son podium, elle a réorienté le processus du FGI au sujet de la sécurité en ligne et de la protection de la vie privée. Au lieu d'exiger une mesure de protection générale qui aurait eu d'énormes implications pour la liberté d'expression, on en est arrivé à une solution plus équilibrée et moins dramatique.

Le FGI offre un espace où ce genre de dialogue, entre adversaires, peut réellement conduire à une meilleure compréhension et finalement influencer les décideurs à adopter une meilleure politique sur l'internet pour un monde plus juste. APC a joué un rôle fondamental à cet égard.

28 La participation du programme des femmes d'APC au plaidoyer sur les politiques a été rendue possible par une subvention du SDC.

29 On peut consulter l'intervention de Jac en ligne à : www.intgovforum.org/cms/hydera/HBD%20Security%20Privacy%20Openness%204Dec08.txt

L'USAGE STRATÉGIQUE DE LA TECHNOLOGIE POUR LE CHANGEMENT SOCIAL: LE CAS DU MOUVEMENT DES FEMMES

Lorsque l'Association for Women's Rights in Development (AWID) a fait la sélection des récits numériques du Feminist Tech Exchange (FTX) lors des plénières du Forum de l'AWID en novembre 2008, la directrice du Programme d'appui aux réseaux de femmes (PARF), Chat Garcia Ramilo, se rappelle de l'enthousiasme de l'équipe du PARF. « Et je me souviens de la nervosité et de l'excitation des participants du FTX au moment où leur histoire personnelle allait être montrée devant plus de 2 000 femmes ». La plénière était au complet et dès que la narration du récit numérique a commencé, tout le monde s'est tu. Une fois le récit terminé, l'auditoire était en effervescence. La vidéo a immédiatement suscité une identification, la réalisation que « Je peux faire ça! Et je veux faire ça... au sujet des femmes qui travaillent dans les mines dans ma propre communauté, au sujet de l'interdiction de l'avortement, du sacrifice de la vie des femmes au Nicaragua, du travail de mon organisation ». Cet intérêt s'est confirmé par la foule de visiteurs qui s'est rendue au centre du FTX un peu plus tard. Pour Chat, à ce moment-là, le travail de fourmi d'APC des quatre années précédentes avait finalement abouti « et je me souviens être restée assise dans l'auditorium et d'avoir pensé avec émotion au chemin que nous avons parcouru ».

Comment le PARF d'APC a-t-il fait pour que le mouvement des femmes prenne les TIC au sérieux?

“Le FTX¹ a mis en lumière les recoupements entre les droits à la communication, les droits des femmes et la création d'un mouvement. Et il a commencé à montrer pourquoi ces questions sont importantes pour le travail sur les droits des femmes aux plus de 2 000 femmes qui, en tant que mouvement, ont été lentes à adopter les TIC ou à comprendre que la communication et la technologie sont des questions de politique féministe qui ont leur rôle à jouer pour faire avancer les droits des femmes”, a déclaré Anna Turley, directrice des initiatives stratégiques de l'AWID.

Le Forum de l'AWID est l'évènement le plus important de ce genre du mouvement des femmes et rassemble tous les trois ans des leaders et des activistes des droits des femmes du monde entier afin d'établir des stratégies et d'apprendre. Le PARF d'APC a été invité à organiser un FTX de trois jours avant le forum en Afrique du Sud en 2008 auquel une participante sur vingt du Forum de l'AWID a assisté. Notre visibilité y a été très différente de notre première participation en 2002, où nous avions un café internet dans le sous-sol des locaux de la conférence.

Le changement est intervenu en 2005 environ, lorsque le programme des femmes d'APC a décidé de concentrer son travail sur le plaidoyer pour les politiques et le ren-

1 Abigail E. Disney a fourni un financement équivalent à celui de l'AWID pour que le FTX puisse avoir lieu. Le FTX était une initiative du PARF d'APC, de l'AWID et du membre d'APC, Women'sNet.



LES SEIZE FORMATEURS AU FTX 2008 ÉTAIENT DES FEMMES ET LA MAJORITÉ VENAIENT D'AFRIQUE (RDC, AFRIQUE DU SUD, NIGERIA ET ZIMBABWE). ELLES ONT ÉTÉ CHOISIES EN FONCTION DE LEURS COMPÉTENCES ET DE LEUR EXPÉRIENCE D'UNE FORMATION DE MOYENNE À GRANDE ÉCHELLE ET SURTOUT EN FONCTION DE LEUR COMPRÉHENSION DU FÉMINISME ET DE SON INTERDÉPENDANCE AVEC LA TECHNOLOGIE. PHOTO: PARF D'APC

forcement des capacités sur un thème interdépendant : les TIC et la violence faite aux femmes. Il s'agissait d'une décision stratégique visant à la fois à mobiliser le mouvement des femmes en général pour les politiques de TIC – car la violence faite aux femmes était une des questions les plus marquantes en matière de droits des femmes – et pour que le PARF d'APC approfondisse sa compréhension des incidences des politiques de TIC sur les programmes des droits des femmes.

Le PARF d'APC formait déjà des activistes des droits des femmes avant le FTX, associant l'apprentissage de nouvelles compétences technologiques dans un espace collaboratif et bien sûr en mettant l'accent sur les perspectives des femmes. Mais à compter de 2005, nous nous sommes concentrés sur le renforcement des capacités pour lutter contre la violence faite aux femmes. Nous avons choisi de nouvelles technologies adaptées en tenant compte de leurs avantages, mais également de l'utilisation qui en est faite contre les femmes et avons réalisé une grande partie de notre travail concret autour d'une campagne – Réapproprie-toi la technologie! – et une méthodologie très efficace, les récits numériques (voir la section sur Établir le réseau de ceux qui favorisent la technologie au service du changement social).

La décision de se concentrer sur une thématique a permis d'examiner tout un ensemble de droits de l'internet (les droits à la vie privée, la liberté d'expression, l'information, la citoyenneté, les rassemblements, la mobilité, la sécurité) et tout un éventail de droits civils et politiques dans une perspective clairement féministe et d'égalité de genre. Elle a également contribué au mouvement des droits à la communication, en particulier concernant la réglementation des contenus et pour



À COMPTER DE 2005, LE PARF D'APC S'EST INTÉRESSÉ À UN DES PROBLÈMES LES PLUS ANCRÉS EN MATIÈRE DE DROITS DES FEMMES: LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES. IL S'AGISSAIT D'UNE DÉCISION STRATÉGIQUE VISANT À MOBILISER LE MOUVEMENT DES FEMMES ET APPROFONDIR NOTRE COMPRÉHENSION DE L'INCIDENCE DES POLITIQUES DE TIC SUR LE PROGRAMME DES DROITS DES FEMMES. **PHOTO D'UNE ACTIVISTE: PARF D'APC**

le mouvement des femmes, elle arrivait au bon moment. Des questions comme le cyberharcèlement et la violence faite aux femmes dans les jeux vidéo commençaient tout juste à émerger. Il existait très peu d'informations et d'analyse sur l'interconnexion entre les droits à la communication, la technologie et la violence faite aux femmes. En 2005, le PARF a produit deux documents de travail sur la violence faite aux femmes et la technologie: *Digital Dangers: ICT and trafficking in women*² et *Cultivating violence through technology? Exploring the connections between ICT and violence against women*.³

Les deux documents s'accompagnaient d'études sur les différentes facettes des politiques sur la violence faite aux femmes et nous nous sommes intéressés aux activités de plaidoyer pour les politiques, en mettant en lumière et en approfondissant les questions d'ouverture, de vie privée et de sécurité dans le cadre d'importants forums sur les politiques de TIC et les femmes. Un troisième document de travail, intitulé *The World Wide Web of Desire*,⁴ s'est penché de façon plus nuancée sur la réglementation des contenus sur l'internet et sur le débat sur les « contenus préjudiciables ».

2 Kathleen Maltzahn, 2005 www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=91637

3 Jac sm Kee, 2005 www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=91306

4 Namita Malhotra, 2007 www.apc.org/en/system/files/webOFdesire_EN_0.pdf. Ce document, présenté au deuxième Forum sur la gouvernance de l'internet en 2007, a étudié la réglementation des contenus internet de façon de plus en plus nuancée, ce qui a donné lieu à une intervention directe sur le programme des femmes au troisième FGI en Inde sur la réglementation des contenus (voir la section sur la politique de TIC internationale), et a changé le cours du débat international sur la gouvernance de l'internet concernant les « contenus préjudiciables ».

« Nous n'avons plus besoin de convaincre les féministes de la pertinence des TIC dans leur vie », déclare Chat Garcia Ramilo. « Lors d'une séance de l'AWID, on a posé la question suivante: L'internet est-il féministe? Pour la première fois les défenseurs des droits des femmes de tous bords ont débattu de la question en sachant ce qu'impliquait un internet féministe. Mais le changement peut-être le plus important apporté par notre travail est sans doute le mieux résumé par toutes ces femmes formées dans les ateliers depuis quatre ans⁵ et qui en sortaient en parlant avec enthousiasme de leurs nouvelles compétences et de leur vision et qui sont ensuite devenues des instructrices de TIC dans leurs communautés et organisations, ont créé des blogues et des podcasts ou qui sont simplement restées elles-mêmes mais plus fortes ».

Feminist Tech Exchange (FTX): Réunir les accros de la techno féministes et le mouvement des femmes



EKAETE JUDITH UMOH, DIRECTRICE DE L'INITIATIVE FAMILIALE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES, A SURVÉCÙ À LA POLIO ET DÉFEND MAINTENANT D'AUTRES FEMMES HANDICAPÉES. ELLE FAISAIT PARTIE DES 100 ACTIVISTES FORMÉES AU PREMIER FTX. PHOTO: PARF D'APC

Ekaete Judith Umoh du Nigeria est une participante typique du FTX. Elle tient à utiliser l'internet et d'autres technologies pour améliorer son travail. Et elle veut comprendre comment les droits à l'information et à la communication sont liés à son domaine de plaidoyer, l'égalité pour les femmes et les filles handicapées.

5 Le PARF d'APC a formé les membres de 214 organisations œuvrant pour les droits des femmes de 2005 au début 2009. Un certain nombre d'organisations ont participé à plus d'une formation.

Le FTX enseigne aux défenseurs des droits des femmes, en particulier ceux comme Ekaete qui vivent dans des pays en développement, des compétences essentielles en internet, audio et autres compétences techniques et surtout, le FTX s'intéresse également aux politiques et à l'impact de la technologie sur la vie des femmes.

« La conception d'un atelier sur les questions qui touchent les femmes et la pratique féministe de la technologie est particulièrement stratégique. Les outils de formation occupent souvent tout l'espace aux ateliers techniques et les participants n'ont pas l'occasion de parler des questions stratégiques sous-jacentes ou de l'impact sur leur situation », a indiqué Margarita Salas, la coordonnatrice du dialogue thématique pour le FTX et membre de Sulá Batsú, une organisation membre d'APC au Costa Rica .

Les formateurs conviennent qu'il est rare qu'ils puissent rencontrer d'autres « accros de la techno féministes » qui défendent également le féminisme et des droits des femmes et de la technologie.

Le tout premier FTX a formé plus de 100 défenseurs des droits des femmes qui ont également assisté au Forum de l'AWID en Afrique du Sud en novembre 2008. Il a produit une demande pour des FTX régionaux dont le premier en Amérique latine.

Réapproprie-toi la technologie! Vieux problème - nouveaux outils

Les 25 novembre 2006, la campagne de seize jours de Réapproprie-toi la technologie!⁶ a encouragé les activistes des droits des femmes et les utilisateurs de la technologie à étudier les outils de TIC, en particulier les outils Web 2.0, d'un point de vue féministe. Ceux qui mènent les campagnes utilisent ou apprennent à utiliser les dernières technologies – blogues, outils de réseautage social, campagnes SMS, récits numériques – pour comprendre les risques que représentent les technologies en ligne et mobiles et les utiliser en

conséquence et pour mieux connaître les réalités d'autres femmes, l'utilisation que nous faisons des TIC pour lutter contre la violence et les mesures à prendre.

Pour chacun des seize jours, le site de la campagne présente une action différente. Par exemple, un jour on fabrique et on envoie des cartes postales numériques, un autre jour, on modifie des pages dans Wikipedia pour y apporter des perspectives féministes. La campagne donne également des conseils sur la sécurité en ligne.



6 www.takebackthetech.net

« La campagne Réapproprie-toi la technologie! m'a incité à commencer un blogue et m'a fait penser à la différence entre écrire un blogue sous son vrai nom et sous un nom d'emprunt », indique une participante à la campagne au Brésil, où le partenaire G2G a traduit des documents en portugais et encouragé les organisations de femmes locales à participer à toutes les facettes de la campagne.

« Réapproprie-toi la technologie! rejette un discours de victimisation », dit Jac sm Kee, la coordonnatrice de la campagne. « Il s'agit de faire en sorte que les espaces numériques soient politiquement pertinents et de réserver seize jours pour prendre des mesures simples, mais créatives et concrètes pour combattre la violence faite aux femmes. Ce faisant, nous apprenons, nous nous familiarisons avec la nouvelle technologie et nous changeons d'attitude au sujet des relations que les femmes entretiennent avec la technologie ».

Des organisations et des réseaux dans différentes parties du monde, du Cambodge au Mexique en passant par la République du Congo, lancent des initiatives locales dans le cadre de Réapproprie-toi la technologie! La campagne contribue à élargir le mouvement des femmes car bon nombre des participants à la campagne sont des créateurs de contenu, des collectifs ponctuels, des organisations nouvelles dans le domaine du plaidoyer pour les TIC et des droits des femmes, et des hommes.

RÉAPPROPRIÉ-TOI LA TECHNOLOGIE! DANS LE MONDE EN 2007



g2g et Mediatatica (Brésil) a créé un site autonome pour la campagne en portugais Retome a Tecnologia, après avoir cherché des solutions faisant appel aux logiciels libres et s'être renseigné sur l'administration des serveurs. Ils ont traduit les actions quotidiennes, "redécourent" les rues avec des affiches et fait de la campagne un aspect central du premier carnaval technologique éclectique brésilien.

Women'sNet (Afrique du Sud) et WOUNET (Ouganda) se sont associés pour lancer une campagne SMS, « Stand Out, Speak Out », dans laquelle 170 participants de treize pays sur cinq continents se sont abonnés et ont soumis des messages SMS sur la violence faite aux femmes.

Open Institute (Cambodge) a traduit les actions quotidiennes de la campagne et les icônes en khmer, établi des réseaux avec des groupes de femmes locales pour surveiller l'actualité sur la violence faite aux femmes, lancé une campagne, rédigé des articles sur la violence faite aux femmes et rédigé des blogs.

AZUR Développement (République du Congo) a organisé un atelier sur la violence faite aux femmes et sur les TIC pour les groupes locaux de défense des droits des femmes, créé des cartes postales numériques et rédigé des articles analytiques sur la situation actuelle de la protection juridique contre la violence familiale.

LaNeta (Mexique) s'est rendue dans plusieurs états du Mexique avec la campagne et a donné des ateliers sur l'utilisation du Web 2.0 pour l'activisme, la création de cartes postales et une vidéo sur les actions, ainsi que l'utilisation de ces actions pour lancer des discussions sur la violence faite aux femmes et les TIC.

Réapproprié-toi la technologie! (Canada) est née d'un collectif général d'activistes qui a créé un site web en français pour la campagne et recueilli des ressources sur la façon de communiquer en ligne en toute sécurité.

CONSTRUIRE LE RÉSEAU DES PROMOTEURS DE LA TECHNOLOGIE POUR LE CHANGEMENT SOCIAL

« Avec la folie qui entoure le Web 2.0, on dirait qu'il y a des évangélistes de la technologie qui pensent que l'internet est la panacée, qui ne tiennent pas compte des réalités. APC a contribué à l'offre de séances de formation sur la technologie de nature pratique et bien équilibrée, insistant sur la sécurité des communications en ligne et expliquant les ramifications des TIC au-delà d'une plateforme internet en particulier en présentant de nombreux exemples locaux du monde entier. Avec APC, la formation ne se limite pas aux outils que l'internet apporte ». – Erika Smith, Programme des femmes d'APC, basée au Mexique

Nombre total des organisations formées par APC entre 2004 et 2008	680
Afrique	361
Amérique latine	161
Asie-Pacifique	109
Europe	33
Amérique du Nord	9
Organisations internationales	7

De 2004 à 2008, APC a établi ou renforcé un certain nombre de réseaux différents. Certains concernant les politiques et les mouvements de femmes ont déjà été mentionnés. Une de nos activités les plus importantes a été l'établissement d'autres réseaux, et en particulier, l'enseignement d'une expertise en technologie sans fil en Afrique et en Amérique latine et la création de réseaux d'évaluateurs du genre et des TIC, et des récits numériques faisant appel à la technologie et à la narration dans un but de guérison et de changement.

Les accros de la technologie sans fil communautaire en Afrique et en Amérique latine

Entre 2004 et 2008, APC a organisé deux projets de renforcement des capacités en connectivité internet sans fil communautaire – le premier en Afrique en 2005-2006 et le second en Amérique latine et aux Caraïbes en 2007-2008¹. Les projets sans fil d'APC s'appuient sur l'idée que si des membres d'une communauté aiment la technologie et disposent de bonnes informations sur la construction de réseaux sans fil et sur la façon de surmonter les lacunes infrastructurelles, ils peuvent construire des réseaux eux-mêmes avec de l'équipement peu coûteux.

1 APC a pris une décision stratégique en invitant un participant latino-américain aux ateliers tenus en Afrique. Il est ensuite retourné dans son pays pour établir un réseau avec d'autres techniciens latino-américains d'APC afin de parler de cette expérience. TRICALCAR est né de ce projet et en a rendu les avantages à l'Afrique en actualisant les ressources de formation et en en ajoutant de nouvelles. Nous avons dû convaincre notre bailleur de fonds d'accepter cette méthode, mais nous savions d'expérience que ce genre d'échange inter-régional pouvait être très fructueux.



LES PARTICIPANTS À L'ATELIER DE FORMATION SUR LE SANS FIL EN ARABE EN 2006 À IRFANE, AU MAROC, MONTRENT LES « CANTENNES » SANS FIL QU'ILS ONT APPRIS À CONSTRUIRE. PHOTO: ANAS TAWILEH

Les exploitants de télécentres, les formateurs locaux de TIC et les chefs communautaires possédant de bonnes compétences techniques ont participé à des ateliers de six jours, où ils ont appris les principes de base de la physique du sans fil et du réseautage. Ils ont fabriqué des antennes avec des matériaux recyclés et ont construit des liaisons sans fil reliant les communautés qui animent les ateliers à l'internet. Le processus de sélection rigoureux, la formation pratique et les ressources complètes de formation ont contribué à encourager ces nouveaux adeptes du sans fil à établir des réseaux une fois de retour chez eux.

Le projet africain² comprenait quatre éléments liés: création de ressources, ateliers pilotes en personne, création et tenue à jour d'une base de savoir répartie sur le sans fil pour le développement et l'établissement de partenariats et de réseaux du savoir. Le groupe principal visé était constitué des 'champions' potentiels : utilisateurs techniques, gestionnaires et formateurs susceptibles d'appliquer et de partager les compétences et les connaissances acquises pendant la formation.

Les ressources ont été créées en trois langues (anglais, français et arabe) pour quatre ateliers régionaux organisés en Afrique australe et de l'Est, en Afrique de l'Ouest francophone et en Afrique du Nord. Les modules de formation ont ensuite été mis en ligne en format téléchargeable dans le répertoire de ressources de formation ItrainOnline³.

Une dernière évaluation⁴ des participants à tous les ateliers a montré que plus de la moitié d'entre eux avait fini par devenir des formateurs en technologie sans fil et presque autant avaient construit des réseaux eux-mêmes.

2 www.apc.org/fr/projects/wireless/africa/le-sans-fil-en-afrique. Les partenaires du projet sont notamment wire.less.dk (Danemark), L'Ecole Supérieure Multinationale des Télécommunications - ESMT (Sénégal), IT +46 (Suède) et Community Wireless Solutions - CUWiN (É.-U.). L'initiative Africa wireless initiative a été soutenue par l'OSI et le CRDI. .

3 www.itrainonline.org/itrainonline/mmtk/wireless.shtml

4 www.apc.org/fr/pubs/research/africa/evaluation-wireless-workshopsca

APC a terminé la première phase du projet avec une réunion de stratégie en décembre 2006 à laquelle ont assisté plus de 40 membres et partenaires qui pratiquent activement le réseautage sans fil en Afrique. Outre le renforcement du réseau créé au cours des deux années précédentes, cette dernière réunion s'est terminée par des recommandations précises sur une deuxième phase du projet.



« LA PLUS GRANDE RÉUSSITE D'APC N'EST PAS TANT LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX SANS FIL OU LA CONNEXION D'ORDINATEURS À L'INTERNET, MAIS LA CRÉATION DE RÉSEAUX HUMAINS », A DÉCLARÉ IAN HOWARD, EXPERT EN SANS FIL (SUR LA PHOTO EN TANZANIE). **PHOTO: AVEC AUTORISATION**

« En 2006, alors que je faisais de la recherche avec APC1, je me suis retrouvé dans une région très isolée de la Tanzanie avec Joseph Sekiku. Je voulais trouver un projet auquel je n'avais pas participé directement afin de l'étudier et de l'opposer aux résultats des projets sur lesquels j'avais déjà travaillé. Lorsque je suis arrivé, j'ai découvert que Joseph, grâce à des instructions à distance, à sa participation à un atelier d'APC et à un manuel (Wireless Networking for the Developing World), avait construit son propre réseau et avait réussi à brancher une école, un bureau du gouvernement et une entreprise à l'internet au moyen de son petit télécentre en pleine jungle.

« Même si l'histoire du réseau de Joseph est incroyable, la plus grande réussite d'APC dans le domaine du sans fil n'a pas tant été la construction de réseaux sans fil ou la connexion d'ordinateurs à l'internet, que la création de réseaux humains. Ces réseaux sont toujours aussi forts aujourd'hui et ont abouti à un grand nombre de nouvelles initiatives. Ce résultat est difficile à mesurer et malheureusement, ce n'est pas une mesure qui correspond aux « produits livrables » traditionnels dans le domaine du développement.

« APC a pu réunir un groupe de gens passionnés qui partagent une idée et des donateurs comme l'OSI, le CRDI et Network the World qui ont à leur tour financé des initiatives nées de ces réseaux humains. Le manuel mentionné plus haut en est un des résultats. Il s'agissait d'une nouvelle approche en matière de développement axée sur les gens. C'est le résultat le plus marquant de ce travail et il est largement sous-estimé. APC doit continuer dans cette voie! »

1 www.apc.org/fr/node/7237

FORMATION EN SANS FIL DE TRICALCAR 2007-2008



TRICALCAR⁵ a appliqué ces recommandations pour restructurer le projet latino-américain. On a donc mis davantage l'accent sur la construction de réseaux pouvant être utilisés en permanence et qui serviront les communautés qui animent les ateliers, et sur la création d'un solide réseau d'experts et d'administrateurs de réseaux communautaires locaux. Les ressources rédigées pour la formation africaine ont été traduites en espagnol, actualisées et adaptées en insistant non seulement sur l'aspect technique mais également sur les questions communautaires et du genre qui sont soulevées lorsqu'on gère des projets de réseautage communautaires.

Carte: Formation en sans fil de TRICALCAR 2007-2008 ESLARED, membre d'APC vénézuélien, qui avait accueilli des ateliers techniques importants en Amérique latine depuis 1992, a été choisi comme coordonnateur du projet par ses pairs. L'apprentissage de l'expérience africaine l'a incité à lancer un projet « plus ambitieux » pour l'Amérique latine. « TRICALCAR a certainement été un des facteurs qui a conduit l'Internet Society à accorder à ESLARED le prix Jonathan B. Postel en novembre 2008 pour sa contribution au développement des TIC en Amérique latine et aux Caraïbes », a déclaré Ermanno Pietrosevoli d'ESLARED. À la fin de 2008, TRICALCAR avait établi un réseau actif de techniciens et de formateurs de sans fil venant de dix-huit pays.

5 TRICALCAR signifie "Tejiendo Redes Inalámbricas Comunitarias en América Latina y el Caribe" (Tisser des réseaux sans fil communautaires en Amérique latine et aux Caraïbes). Le projet a été financé par l'Institute for Connectivity in the Americas (ICA). Les partenaires ont été APC, les membres d'APC Nodo TAU (Argentine), CEPES (Pérou), ESLARED (Venezuela), Colnodo (Colombie) et LaNeta (Mexique), le Programme d'Appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC), l'organisation suédoise IT +46 et le portail WiLAC.net. Pour en savoir plus voir apc.org/fr/projects/wireless/lac/wireless-lac-tricalcar et wilac.net/tricalcar

DES PARTICIPANTS DE TRICALCAR RENDENT COMPTE DES IMPACTS À LEUR RETOUR



CONNEXIONS SANS FIL ÉTABLIES EN BOLIVIE PAR LE CENTRE DE RECHERCHE ET DE PROMOTION DES CAMPESINOS.
PHOTO: FREDDY BOHORQUEZ

Juan Cadillo, Pérou: Juan indique que son organisation, l'Alliance péruvienne pour la gestion du savoir (Alianza Peruana para la Gestión del Conocimiento), a installé des réseaux sans fil dans deux municipalités du district de l'Ancash (un département du Nord sur la côte pacifique), ce qui a permis d'améliorer l'utilisation des liaisons satellitaires VSAT et d'assurer l'accès internet aux écoles voisines. Deux universités ont incorporé les ressources de TRICALCAR dans leurs cours de sorte que les étudiants peuvent maintenant choisir la création d'un réseau sans fil comme projet de fin d'études.

Juan Pablo Neira, Colombie: Juan Pablo aide la FundeWilches Foundation, qui promeut le développement d'un groupe d'éleveurs de palmiers à huile, a installé quatre réseaux qui donneront accès à 48 endroits éloignés, dont 21 centres éducatifs, une maison de retraite, dix-huit organisations, cinq entreprises et trois hôpitaux.

Freddy Bohorquez, Bolivie: Freddy travaille pour le Centre de recherche et de promotion des Campesinos (Centro de Investigación y Promoción del Campesinado). Le centre a amélioré le réseau inter-institutionnel de San Ignacio de Moxos (capitale de l'une des plus grandes provinces du pays) qui relie actuellement quatorze institutions et huit points de connexion privés par une connexion satellitaire partagée grâce au réseau sans fil du centre.¹ Un mois après l'atelier, il a aidé la municipalité de Santa Rosa del Sara de Santa Cruz à établir son réseau sans fil municipal. L'installation d'un réseau éducatif

communautaire dans la municipalité d'Aymara de Viacha a permis l'accès au téléphone municipal (par le VoIP), l'accès à l'internet et l'accès à des portails éducatifs locaux dans la municipalité de Viacha pour les communautés indigènes d'Aymara.

Paco Olaya, Équateur: Au retour de l'atelier, Paco a travaillé à l'installation d'un réseau sans fil pour une institution financière dans la province côtière de Machala (financé par la BID) afin d'optimiser le micro-crédit dans la région. Il a établi des liaisons entre les agences dans trois provinces sur plus de 52 km avec des tours de 50 mètres et 35 mètres. Il s'agit d'une région productrice de bananes où la végétation est haute et dense. Paco a également reçu une bourse en vue d'une formation plus approfondie en Italie.

Juan de Urraza, Paraguay: Juan a indiqué que sa participation à l'atelier de Rosario a été utile car il a pu vérifier la topologie du réseau du projet Oportunet², évaluer d'autres appareils et protocoles et pratiquer le VoIP et des applications qui ne sont pas encore autorisées au Paraguay. Grâce aux nouvelles compétences acquises à l'atelier, le projet Oportunet a pu obtenir une subvention de la fondation CISCO pour acheter de l'équipement évalué à 24 376 USD afin d'établir des connexions point à point et retransmettre le signal d'Oportunet vers des régions situées au-delà des cent points originaux.

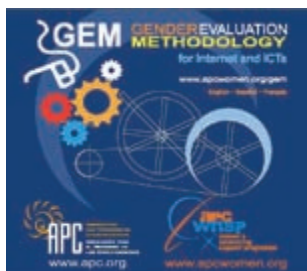
Tiré du rapport annuel d'APC de 2007

1 www.apc.org/en/news/rural-area-bolivia-connects-its-institutions-world

2 www.apc.org/en/news/lac/internet-opening-door-development-rural-population

Évaluateurs et praticiens des TIC pour l'égalité des femmes (GEM)

GEM⁶ est une méthodologie d'évaluation qui intègre une analyse du genre dans les évaluations des initiatives faisant appel aux TIC pour le changement social. C'est un outil d'évaluation qui permet de déterminer si les TIC améliorent vraiment ou empirent la vie des femmes et les relations de genre et qui promeut également le changement positif aux niveaux individuel, institutionnel, communautaire et à un niveau social plus général.



Le GEM a été créé à partir de la base, en collaboration avec des centaines d'organisations communautaires et de particuliers depuis sa conception en 2002. Le réseau actuel comprend des gens qui ont créé le GEM, qui assurent la formation sur son utilisation, qui l'adaptent (pour élargir sa pertinence aux projets ruraux de TICpD, aux télécentres, à la localisation des logiciels et au plaidoyer pour les politiques de TIC) et qui offrent les évaluations de GEM à titre de consultants.

Ce que le réseau pense du GEM

Les rapports confirment que le GEM apporte un véritable changement de mentalité parmi les évaluateurs et les utilisateurs eux-mêmes et que cette prise de conscience est permanente.

JOHN DADA est un agriculteur, un infirmier et un coordonnateur à temps partiel à la fondation Fantsuam, qui est basée dans le Nigeria rural. La fondation était au départ un programme de micro-crédit offrant des prêts aux femmes locales. John était au courant de cet outil depuis plusieurs années, mais n'a pris conscience de son pouvoir qu'après l'avoir utilisé lui-même. Les TIC sont un élément fondamental de son travail et même si Fantsuam a fait partie du GEM depuis sa création, John n'y a participé directement que lorsqu'il a assisté à un atelier GEM pour des projets de télécentre et de TIC rurales en 2007. Voici ce qu'il en dit: « Je vois soudainement le GEM partout, dans tout ce que je fais. Je suppose que c'est ce que l'on veut dire par sensible au genre, le fait de ne plus tenir les choses pour acquises. On commence à comprendre pourquoi les femmes de notre communauté résistent parfois à l'autonomisation et veulent continuer de faire ce qu'elles ont toujours fait. Avant, cela me dérangeait et je pensais, « Ne voyez-vous pas que vous êtes opprimées? Ne voyez-vous pas que vous êtes privées de vos droits? » Maintenant je comprend que tout cela est le produit

6 Le GEM est fortement soutenu par le CRDI dès le début – lorsque le programme des femmes s'est rendu compte à quel point il était important d'évaluer les différents effets des projets de technologie sur la vie des femmes par rapport à celle des hommes. Le travail de consultation du GEM produit des revenus pour le programme des femmes dans l'espoir qu'elles finiront par gagner un revenu important.



LA FONDATION ÉTAIT AU DÉPART UN PROGRAMME DE MICRO-CRÉDIT OFFRANT DES PRÊTS AUX FEMMES LOCALES. LES TIC SONT ESSENTIELLES À LEUR TRAVAIL ET FANTSUAM A ÉTÉ IMPLIQUÉE DANS LE PROCESSUS D'ADOPTION DE GEM DEPUIS SES DÉBUTS. **PHOTO: FANTSUAM FOUNDATION**

d'années de conditionnement et qu'il reste encore beaucoup à faire pour inverser la tendance. Avec le GEM, on retire tous les maquillages culturels, les concepts et les préjugés sociaux et on voit la situation telle qu'elle est. Et c'est seulement lorsqu'on comprend la vérité d'une situation que l'on peut apporter un véritable changement. Sinon, on ne fait que gratter la surface. Le GEM aide à voir la situation telle qu'elle est afin de pouvoir optimiser les ressources pour obtenir le maximum d'impact dans la création du changement ».

NATASHA PRIMO a animé un atelier GEM organisé par le CRDI pour ses bénéficiaires africains gérant des projets de TIC.⁷ Elle raconte comment elle s'en est rendu compte de l'impact que le GEM pouvait avoir sur la mentalité des coordonnateurs de projets de TIC: « Les participants à l'atelier avaient des opinions très différentes sur le degré de sensibilité au genre de leurs projets. Certains ont carrément fait valoir que le genre n'avait rien à voir avec leur projet. Nous voulions faire comprendre à chacun que leur recherche avait pour but de rendre le monde meilleur pour les citoyens, les communautés ou les enfants et que s'ils ne reconnaissaient pas le genre et son incidence sur le vécu de leurs sujets de recherche, ils risquaient de pérenniser les inégalités .

7 Le fait que le CRDI ait accepté de renforcer les capacités des partenaires actuels pour intégrer le genre dans leurs projets de TIC et la dynamique de l'atelier décrite ici témoignent d'une meilleure compréhension de la centralité de l'approche axée sur le genre pour apporter un changement social notable, ainsi que de son importance pour renforcer les capacités des femmes et pour améliorer les possibilités et les processus d'autonomisation des femmes.

« À mesure que les participants se sont penchés sur leurs questions de recherche, ils ont commencé à voir comment ils pouvaient intégrer – ou auraient pu intégrer dans certains cas – une optique de genre. Il y avait un participant en particulier qui semblait vraiment hostile au processus de l'atelier, mais après avoir retravaillé ses questions de recherche dans l'optique du genre, c'est lui qui a été le plus frappé par la forte incidence que pourrait avoir une réorientation de l'approche du projet pour permettre une plus grande participation des pouvoirs publics locaux et en particulier des processus budgétaires participatifs sur la capacité des femmes de s'impliquer dans leur gouvernement local en tant que citoyennes ».

« Pour le participant, son projet est passé d'un projet de gestion informatique assisté par logiciel à une occasion (perdue) de piloter un projet permettant d'approfondir le rôle des femmes dans les débats budgétaires locaux et d'influencer éventuellement le processus décisionnel ».

« Le GEM a complètement transformé notre réflexion sur la prise en compte du genre », a dit Sana Gul de PAN Localisation (PANL10n), Pakistan. PANL10n est une initiative régionale visant à développer des logiciels dans les langues locales des pays asiatiques. « On dit souvent de la localisation des logiciels qu'elle est indifférente au genre. Lorsqu'on a commencé à étudier l'intersection du genre et de la localisation, on avait à l'esprit l'utilisateur final. Le GEM m'a permis de voir les questions de genre tout au long du processus de localisation, dans la création des équipes de développement des logiciels, dans la langue utilisée pour la traduction et dans l'acceptation des logiciels par la communauté ».

Qui utilise le GEM?

En 2004, 103 femmes et dix-neuf hommes de 36 pays avaient suivi une formation sur l'application du GEM. Au cours des quatre années suivantes, seize organisations ont demandé une formation et plus de 300 personnes ont reçu cette formation dans le cadre des ateliers. En outre, depuis 2007, douze organisations adaptent le GEM dans quatre secteurs thématiques : application aux projets ruraux de TICp4, télécentres, localisation des logiciels et plaidoyer pour les politiques de TIC .

Ces organisations sont notamment le CEPES, un membre d'APC du Pérou qui travaille dans les communautés rurales à l'ouest de Lima. Colnodo, un membre d'APC de la Colombie, travaille avec des centaines de municipalités et les aide à devenir plus transparentes en plaçant leur information financière en ligne et applique le GEM dans un certain nombre de télécentres publics. Les réseaux de télécentres aux Philippines, au Mali, en Colombie et en Ouganda apprennent comment leurs projets peuvent changer les rôles et les relations de genre dans leurs communautés. Un partenaire GEM de longue date a produit un guide sur le genre et la technologie au Bangladesh. Une universitaire de Chhattisgarh, en Inde, a intégré le GEM dans son cours à l'université où elle travaille et a fait partie de la délégation d'APC au FGI qui s'est déroulé en Inde où elle a dirigé notre intervention pendant des consultations informelles avec des responsables du gouvernement indien.



SUR LE LAC VICTORIA, LE TÉLÉCENTRE BUWAMA ÉTAIT PRINCIPALEMENT UTILISÉ PAR DES ADOLESCENTS ET DES JOURNALISTES DU POSTE DE RADIO LOCAL. SUITE À LA FORMATION GEM, LES JOURNALISTES ONT COMMENCÉ À CRÉER DES PROGRAMMES QUI COMPRENNENT LES PERSPECTIVES DES FEMMES ET QUI RÉPOND MIEUX AUX BESOINS ET AUX INTÉRÊTS DES FEMMES LOCALES. LES ADMINISTRATEURS DU TÉLÉCENTRE ONT AUSSI COMMENCÉ À OFFRIR DE LA FORMATION ÉQUITABLE EN TIC ET ENCOURAGENT LA PARTICIPATION DE PLUS DE 30 FEMMES.

PHOTO: LE PARF D'APC

On nous a également demandé des consultations sur le GEM. L'équipe GEM a effectué huit grandes consultations entre 2004 et 2008, allant de la formation d'appareils nationaux sur le genre sous les auspices de la Division des Nations Unies pour la promotion de la femme (UNDAW) en Afrique à l'intégration du genre dans la recherche et les projets de TICpD administrés par le ministère du Commerce au Cambodge.

« Depuis cinq ans, nous travaillons avec toute sorte de personnes et d'organisations. Nous en avons formé certains au cours d'un seul atelier et nous les avons ensuite guidé au moyen d'évaluations. Certains n'ont plus jamais donné signe de vie. Nous communiquons encore avec beaucoup d'autres et leur apportons notre soutien », indique la coordonnatrice du programme des femmes Chat Garcia Ramilo. « Nous avons découvert que tout ce processus de renforcement des capacités prend du temps, mais si nous persévérons suffisamment longtemps, nous nous rendons compte des changements intervenus ».

DES ORGANES INTERNATIONAUX APPLIQUENT LE GEM

- L'Agence canadienne de développement international, Programme d'e-gouvernance pour l'efficacité et l'efficacités: des experts du GEM d'APC ont produit une analyse des questions liées à l'égalité de genre en rapport avec les TIC aux Philippines et dans des institutions gouvernementales appelées parties prenantes (2002)
- La Banque mondiale, Stratégies pour le développement de systèmes d'information ruraux en Indonésie: étude GEM sur la mobilisation des ressources, le renforcement institutionnel et l'amélioration des modes de subsistance des femmes rurales, y compris les aspects du genre touchant aux politiques et aux règlements en matière de TIC pour le développement (2004-2005)
- Centre de recherches pour le développement international, Politique d'accès communautaire universel au Cambodge: étude et révision GEM afin d'intégrer une perspective de genre dans le document du projet (2005)
- Ministère du Commerce, Cambodge, L'informatique pour l'autonomisation rurale et des communautés cambodgiennes dynamiques: le GEM a été utilisé pour donner des conseils et une formation sur l'intégration des questions de genre dans la conception de la recherche et l'exécution des projets (2006)

Raconter des récits numériques de l'Afrique aux Balkans

« Si je devais dire quel a été l'impact le plus important d'APC sur mon organisation depuis quatre ans, je choisirais les récits numériques », a déclaré Valentina Pellizzer, directrice d'OWPSEE, une ONG de Sarajevo œuvrant pour les communications et membre d'APC.

Les récits numériques – de courtes vidéos qui utilisent les images et le son pour raconter une histoire personnelle – exercent une très forte influence sur le changement. Un récit numérique peut servir à la fois pour le plaidoyer et la documentation et tire parti de l'impact des images, de la parole et de la musique pour transmettre une histoire ou un message.

La méthodologie du récit numérique comporte plusieurs étapes, dont la planification du récit qui sera raconté, et un cercle d'écoute pour faire et recevoir des commentaires sur l'idée du récit. Lorsque les récits sont traumatisants, le partage avec le cercle est un moment privilégié. « Il faut du courage pour raconter une histoire personnelle sur la violence », explique la formatrice sud-africaine Janine Moolman. « L'écoute de récits sur des expériences de violence exige de l'humilité, de la sensibilité et de la compassion. Le cercle offre un espace accueillant et confidentiel aux participants qui font part d'histoires difficiles, puissantes et poignantes. Pour certains, c'est parfois la



Ivana Vukovich de Serbie a survécu à l'inceste, aux coups et au viol subis dans son enfance. Son récit numérique parle de son combat pour retrouver l'amour de soi. « Parce que quand on est à un point aussi bas de son existence, on ne peut que remonter ».

PHOTO: AUTO-PORTRAIT

première fois qu'ils parlent de leur expérience. Le fait de raconter les histoires et le fait de les écouter sont la clé de la transformation ».

APC a formé des femmes à créer des récits numériques en particulier dans le contexte de la lutte contre la violence faite aux femmes et a offert une formation à des organisations de femmes en Afrique surtout⁸. Les récits numériques sont un outil essentiel de plaidoyer et de sensibilisation dans la campagne Réapproprie-toi la technologie! Et a inspiré 2 000 personnes, lors d'une conférence sur les femmes et le développement, à utiliser la technologie pour le changement social (voir la section sur l'usage stratégique de la technologie pour le changement social).

Grâce aux fonds qu'APC fournit pour les visites d'échange entre membres et pour la formation,⁹ la narration numérique s'est répandue au sein du réseau d'APC de l'Afrique du Sud aux Balkans. Les formateurs de Women'sNet, un membre d'APC de l'Afrique du Sud, se sont rendus à Sarajevo pour former les membres du personnel d'OWPSEE et des partenaires de Bosnie et de Serbie et deux autres membres d'APC des Balkans, ZaMirNET de Croatie et Metamorphosis du Macédoine. « Nous avons réellement ressenti le pouvoir du réseau », a déclaré Valentina.

« Grâce à APC, nous avons apporté une méthodologie de l'Afrique du Sud au sud-est de l'Europe et nous formons d'autres organisations dans la région. L'impact de la création de son propre récit numérique est immense sur le plan de la communication d'un message ».

8 Le réseau APC-Femmes-Afrique a été financé par Hivos. AAW a organisé un certain nombre d'ateliers sur les récits numériques pour des femmes qui documentent la violence faite aux femmes en collaboration avec Women'sNet. En raison de leur nature délicate, les récits numériques ne sont pas souvent rendus publics, c'est pourquoi nous ne donnons pas d'adresses web.

9 Le Fonds d'échange des membres d'APC dépense chaque année environ 30 000 USD provenant des cotisations des membres. www.apc.org/fr/projects/member-exchange-fund-mef

APERÇU FINANCIER 2004-2008

Faits et chiffres

Entre 2004 et 2008, le revenu annuel moyen d'APC a été de 2,9 millions USD et en 2008 nous avons 20 employés à temps plein et 52 membres.

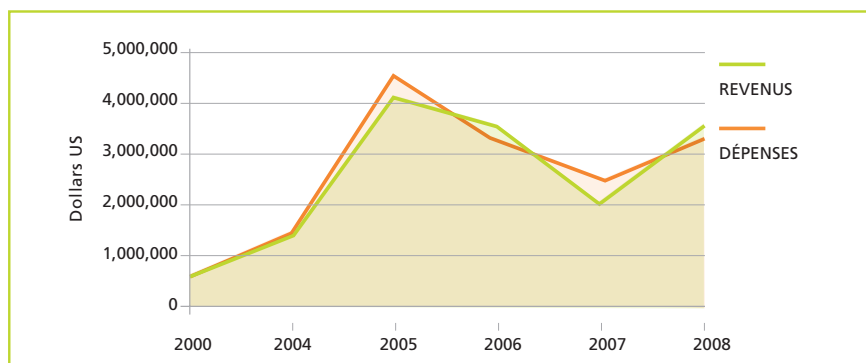


FIGURE 1: REVENU ET DÉPENSES 2000-2008

Par rapport à 2000, notre dixième anniversaire, ces chiffres représentent une forte croissance. En 2000, le budget d'APC était inférieur à 700 000 USD et nous n'avions que trois employés et moins de 20 membres.

Entre 2004 et 2008, les revenus ont été constitués essentiellement des subventions accordées aux projets, des projets commandités, du financement de base et du financement de certains programmes qui ont pris fin en 2008 et de services de consultation (voir la figure 2). Les subventions et commandites ont été accordées par plus de 20 agences, dont des agences de développement gouvernementales et paraétatiques, des fondations et des entreprises privées. Nos principaux bailleurs de fonds pendant cette période ont été les agences gouvernementales des Pays-Bas et du Royaume-Uni et d'une société d'État canadienne.

Les cotisations des membres représentent seulement 1% de nos revenus. Plus de

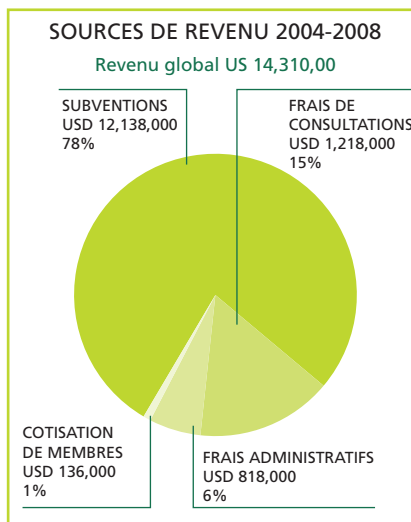


FIGURE 2: SOURCES DES REVENUS 2004-2008

6% des dépenses totales entre 2004 et 2008 ont été consacrées au paiement de membres pour leur travail à des projets d'APC ainsi qu'à des petites subventions dans le

cadre du fonds de déplacement des membres, utilisé pour assurer la participation à des rencontres de politiques essentielles, et le fonds d'échange des membres ¹ qui permet aux membres de recevoir des petites subventions pour exécuter du travail en collaboration et créer des réseaux.

Compte tenu de l'augmentation de la charge de travail grâce aux projets accordés en 2004, notre équipe a été multipliée par huit depuis 2000 ; la majorité travaille à temps partiel. Mais à mesure que notre équipe se renforçait, notre objectif a consisté à avoir moins de personnel qui travaillerait davantage d'heures, ce qui est plus efficace et rentable et contribue à la création d'une équipe forte et durable.

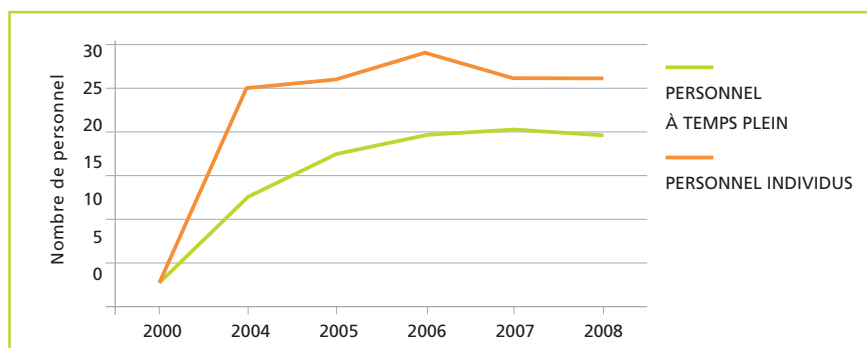


FIGURE 3 : DOTATION 2000-2008 (INDIVIDUS ET ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN)

Systèmes et procédures financiers

Pendant la période à l'étude, nous avons commencé à relever le défi de la gestion des finances et de l'administration dans un environnement de travail en grande partie virtuel dans lequel le personnel est basé dans différents pays, notre compte bancaire est situé dans un autre pays que celui où se trouve le personnel des finances et nous devons payer pour des services dans plusieurs pays.

Une subvention du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'État canadienne, nous a beaucoup aidé à créer un système de demande de paiement en ligne sur le web que nous avons relié à notre logiciel de comptabilité. Le système de paiement permet au personnel d'affecter immédiatement les paiements, avec documentation à l'appui, aux budgets correspondants de sorte que ceux qui approuvent les paiements peuvent rapidement les autoriser à condition d'avoir accès à l'internet. Ce nouveau système permet également de produire rapidement des rapports financiers et de se conformer aux exigences d'audit.

Nous avons également rationalisé notre système d'imputation interne et établi des tarifs pour le temps que les membres du personnel consacrent à nous aider à vérifier et créditer le travail effectué par l'équipe pour les différents programmes et projets. Nous actualisons régulièrement nos politiques et procédures financières et administratives dans le contexte de nos bureaux virtuels, mais également pour veiller à ce que des contrôles soient mis en place pour assurer une bonne gestion financière.

¹ www.apc.org/fr/projects/membre-exchange-fund-mef

BAILLEURS DE FONDS ENTRE 2004 ET 2008

Pendant ces cinq années, APC a reçu des subventions de 30 groupes différents, notamment des agences gouvernementales, des organisations et des fondations de développement d'Amérique du Nord et d'Europe ainsi que d'organisations internationales.

Nous remercions particulièrement le **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**, la **Direction générale de la coopération internationale du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (DGIS)**, le **ministère du Développement international du R.-U. (DFID)**, le **Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries (Hivos)** et la **Ford Foundation** pour le soutien généreux apporté à notre travail.

Le **CRDI** du Canada a été un des organismes les plus visionnaires et un de ceux qui nous ont aidé dès le début. Il nous a encouragé à élaborer la Méthodologie d'évaluation du genre (GEM) qui non seulement produit déjà des revenus mais est aussi un outil d'évaluation remarquable pour la promotion de l'égalité des femmes. Il a également appuyé nos deux projets de communication sans fil communautaires transcontinentaux à un moment où la connectivité internet sans fil n'était pas aussi connue qu'aujourd'hui. Le CRDI a compris l'importance des TIC pour le développement bien avant beaucoup d'autres et nous valorisons énormément nos relations entre homologues avec lui.

La **DGIS** a aidé APC pour la première fois avec une subvention de base pour 2004-2008. Ce financement a eu une énorme importance pour notre travail sur les politiques et avec les mouvements de femmes afin d'encourager l'adoption des TIC pour promouvoir l'égalité des femmes.

Le **DFID** a invité APC à faire partie d'un groupe très important de partenaires de la société civile et de donateurs connu sous le nom de Building Communication Opportunities (BCO) Alliance et nous a accordé un financement de base de 2005 à 2007. Il nous a également demandé d'administrer une partie du projet Catalyser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA) en 2004-2006. Ce projet innovateur a donné des résultats très positifs en matière de plaidoyer pour les politiques de TIC dans plusieurs pays africains et a donné naissance à des réseaux de plaidoyers en Afrique de l'Est et de l'Ouest et dans la région andine de l'Amérique du Sud.

Hivos aide APC depuis longtemps dans ses principales initiatives sur les politiques et son travail pour le mouvement des femmes en Afrique. Nous lui sommes particulièrement reconnaissants du financement de base accordé à notre travail sur les politiques. Depuis 2008, nous travaillons de concert et comme co-auteurs des rapports de Global Information Society Watch.

La **Ford Foundation** a commencé à soutenir APC en 1997. Pendant cette période, elle nous a permis de jouer un rôle important et influant dans le domaine du plaidoyer pour les politiques de TIC dans le monde et à mobiliser stratégiquement notre réseau de membres et de partenaires avec le lancement de Global Information Society Watch en 2007.

Le fait qu'APC ait disposé d'un financement de base entre 2004 et 2008 a largement contribué à notre impact et visibilité dans le domaine des politiques pour les TIC et le mouvement des femmes. Cela nous a permis de mener des actions là où nous pouvions avoir un impact important et a eu un effet multiplicateur dans l'utilisation des fonds pour financer un large éventail d'initiatives : recherche, renforcement des capacités, diffusion de l'information et sensibilisation, participation à des événements, réseautage et plaidoyer.

Le financement de base de l'Agence suisse de développement et de coopération (SDC) a pris fin à la fin de 2007 et l'importante contribution de la DGIS aux coûts de base d'APC s'est terminée en décembre 2008. Pour notre prochaine période de planification, APC devra avant tout trouver des sources de soutien général pour pouvoir maintenir la capacité institutionnelle et humaine que nous avons réussi à créer entre 2004 et 2008.

Bailleurs de fonds de base en 2004-2008

1. DGIS
2. Hivos
3. SDC

Principaux bailleurs de fonds pour les programmes

Programme des politiques

1. DFID
2. DGIS
3. CRDI
4. Hivos

Programme d'usage stratégique

1. DFID
2. CRDI
3. OSI
4. FAO

Programme des femmes

1. CRDI
2. DGIS
3. Hivos
4. DFID

Nouveaux partenaires

Entre 2004 et 2008, trois sources principales ont été à l'origine de plus de la moitié de notre financement et nous cherchons activement à diversifier notre base de soutien financier pour l'avenir. Par conséquent, pendant cette période, presque un tiers des groupes qui ont collaboré avec APC l'ont fait pour la première fois. Ces nouveaux partenaires sont notamment des agences de développement européennes, un groupe de développement religieux et pour la première fois un partenariat avec un établissement universitaire, un centre agricole et un philanthrope.

Organisations qui ont soutenu APC entre 2004 et 2008

Nous aimerions remercier les agences, organisations et particuliers pour leur soutien financier à notre travail :

- Abigail E. Disney
- Article 19
- Atos KPMG Consulting Ltd.
- Bread for All
- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO)
- Direction générale pour la coopération internationale du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (DGIS)
- Evangelischer Entwicklungsdienst e.V. (EED)
- Ford Foundation
- Global Fund for Women
- Global Knowledge Partnership (GKP)
- Humanist Institute for Cooperation with Developing Pays (Hivos)
- *infoDev*
- Institute for Connectivity in the Americas (ICA)
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Institut international pour la communication et le développement (IICD)
- Union internationale des télécommunications (UIT)
- Open Society Institute (OSI) Zug Foundation, OSISA & OSIWA
- Oxfam-Novib
- Partnership for Higher Education in Africa (PHEA)
- Agence suédoise de développement international et de coopération (Sida)
- Agence suisse de développement et coopération (SDC)
- Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA)
- Ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- World Association for Christian Communication (WACC)

The background is a solid orange color. In the center, there is a large, light-orange spiral that winds inward. Surrounding this spiral are several flowing, ribbon-like shapes in a slightly lighter shade of orange, which appear to be moving or swirling around the central point. The overall effect is dynamic and organic.

APC EN 2008

MEMBRES D'APC EN 2008

- Afrique du Sud - Community Education Computer Society (CECS) www.cecs.org.za
- Southern African NGO Network (SANGONeT) www.sangonet.org.za
- Ungana-Afrika - www.ungana-afrika.org - Women'sNet www.womensnet.org.za
- Allemagne - ComLink - www.comlink.org
- Argentine - Nodo TAU - www.tau.org.ar - Wamani www.wamani.apc.org
- Asie du Sud - Bytes For All www.bytesforall.org
- Australie - apc.au apc.org.au
- Bangladesh - Bangladesh Friendship Education Society (BFES) www.bfes.net
- Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE) www.voicebd.org
- Bosnie-Herzégovine - OneWorld Platform for Southeast Europe Foundation (OWPSEE)
www.oneworldsee.org
- Brésil - Rede de Informações para o Terceiro Setor (RITS) www.rits.org.br
- Bulgarie - BlueLink Information Network www.bluelink.net
- Cambodge - Open Forum of Cambodia www.forum.org.kh
- Open Institute www.open.org.kh
- Cameroun - PROTEGE QV www.protegeqv.org
- Canada - Alternatives - www.alternatives.ca - Web Networks www.web.net
- Colombia - Colnodo www.colnodo.apc.org
- Congo, République du - AZUR Développement www.azurdev.org
- Corée du Sud - Korean Progressive Network Jinbonet www.jinbo.net
- Costa-Rica - Sulá Batsú www.sulabatsu.com
- Croatie - ZaMirNET www.zamirnet.hr
- Egypte - ArabDev www.arabdev.org
- Espagne - Pangea www.pangea.org
- États-Unis - Institute for Global Communications www.igc.org
- LaborNet www.labornet.org
- Hongrie - Green Spider www.zpok.hu
- Italie - Cooperativa Kinè www.kine.coop
- Japon - Japan Computer Access for Empowerment (JCAFE) www.jcafe.net
- JCA-NET - www.jca.apc.org

Kenya - African Regional Centre for Computing (ARCC) www.arcc.or.ke
- Arid Lands Information Network-East Africa (ALIN) www.alin.or.ke
- Kenya ICT Action Network (KICTANet) www.kictanet.or.ke

Macédoine - Metamorphosis Foundation www.metamorphosis.org.mk

Mexique - LaNeta www.laneta.apc.org

Nigeria - Fantsuam Foundation www.fantsuam.org

Ouganda - Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA) www.cipesa.org
- Women of Uganda Network (WOUGNET) www.wougnnet.org

Pérou - Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES) www.cepes.org.pe

Philippines - Foundation for Media Alternatives (FMA) www.fma.ph
- Institute for Popular Democracy (IPD) (jusqu'en décembre) www.ipd.ph
- WomensHub - www.womenshub.net

République dominicaine - Fondation réseaux et développement (FUNREDES) www.funredes.org

République tchèque - Econnect www.ecn.cz

Roumanie - StrawberryNet www.sbnnet.ro

Royaume-Uni - Computer Aid International www.computeraid.org - GreenNet

Sénégal - ENDA-Tiers Monde www.enda.sn

Uruguay - Instituto del Tercer Mundo (ITeM) www.item.org.uy

Venezuela - Fundación Escuela Latinoamericana de Redes (ESLARED) www.eslared.org.ve

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ASSEMBLÉE DES MEMBRES

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2008 (Novembre 2007- novembre 2010)

Danilo Lujambio, Argentine (président)
Janine Moolman, Afrique du Sud
(vice-présidente)
Andrew Garton, Australie (secrétaire)
Magela Sigillito, Uruguay (trésorière)
Alan Alegre, Philippines

Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud
(directrice exécutive)
Michel Lambert, Canada
James Nguo, Kenya
Valentina Pellizzer, Bosnie-Herzégovine

REPRÉSENTANTS À L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES EN 2008

AFRIQUE

ALIN-EA, Kenya

James Nguo

ArabDev, Égypte

Leila Hassanin

ARCC, Kenya

Alfred Orimbo, Steven Yogo

AZUR Développement, République du Congo

Victorine Diaboungana (jusqu'en avril),
Georges Mbouala (jusqu'en avril),
Blanche Zissi (à compter de mai), Roméo
Mbengou (à compter de mai)

CECS, Afrique du Sud

Arnold Pietersen

CIPESA, Ouganda

Vincent Bagiire, Lillian Nalwoga

ENDA-TM, Sénégal

Laye Kante, Masse Lo

Fantsuam Foundation, Nigeria

John Dada, Kazanka Comfort (jusqu'en
juillet), Kelechi Micheals (à compter de
juillet)

KICTANet, Kenya

Alice Wanjira, Muriuki Mureithi

PROTEGE QV, Cameroun

Sylvie Siyam, Avis Momeni

SANGONeT, Afrique du Sud

David Barnard, Janine Moolman (à
compter de mai)

Ungana-Afrika, Afrique du Sud

Toni Elias, Tshupo Thlaku

Women'sNet, Afrique du Sud

Sally Shackleton, Janine Moolman
(jusqu'en mars)

WOUGNET, Ouganda

Goretti Zavuga Amuriat, Milton
Aineruhanga

ASIE-PACIFIQUE

apc.au, Australie

Andrew Garton, Grant McHerron

BFES, Bangladesh

Reza Salim, Rashiduzzaman Ahmed

Bytes For All, Asie du Sud

Partha Pratim Sarker, Frederick Noronha

FMA, Philippines

Alan Alegre

IPD, Philippines

Aucun représentant en 2008

JCAFE, Japon

Onoda Mitoye, Okabe Kazuaki

JCA-NET, Japon

Fujino Satoshi, Hamada Tadahisa

Jinbonet, Corée du Sud

Oh Byoung-il, PatchA (jusqu'en juin),

Jisung Kim (à compter de juillet)

Open Forum, Cambodge

Im Sokthy

Open Institute, Cambodge

Chim Manavy, Kong Sidaroth

VOICE, Bangladesh

Ahmed Swapan Mahmud, Farjana Akter

WomensHub, Philippines

Pi Villanueva

EUROPE

BlueLink, Bulgarie

Pavel Antonov, Milena Bokova

ComLink, Allemagne

Stefan Hackenthal

Computer Aid International, R.-U.

Tony Roberts

Cooperativa Kinè, Italie

Aucun représentant en 2008

Econnect, République tchèque

Václav Klinkera

GreenNet, R.-U.

Michael Moritz, Liz Probert

Green Spider, Hongrie

Zoltan Varady, Peter Dunajcsik

Metamorphosis, Macédoine

Bardhyl Jashari, Jordanka Petrusevska
(jusqu'en avril)

**OneWorld Southeast Europe (OWPSEE),
Bosnie-Herzégovine**

Valentina Pellizzer

Pangea, Espagne

Leandro Navarro, Assumpció Guasch

StrawberryNet, Roumanie

Mihaly Bako

ZaMirNET, Croatie

Danijela Babic, Gabrijela Ivanov

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

CEPES, Pérou

Maicu Alvarado, Jaime Torres (jusqu'en
juillet), Roberto Bustamante (à compter
de juillet)

Colnodo, Colombie

Julián Casasbuenas, Ariel Barbosa

ESLARED, Venezuela

Edmundo Vitale, Lourdes Pietrosemoli

FUNREDES, République dominicaine

Daniel Pimienta

ITeM, Uruguay

Pablo Accuosto, Magela Sigillito (jusqu'en
octobre)

LaNeta, Mexique

Olinca Marino, Erika Smith

Nodo TAU, Argentine

Danilo Lujambio, Eduardo Rodriguez

RITS, Brésil

Paulo Lima (jusqu'en avril), Carlos Afonso
(à compter de mai), Graciela Selaimen

Sulá Batsú, Costa-Rica

Margarita Salas, Francia Alfaro

Wamani, Argentine

Carlos Alvarez, Rodolfo Rapetti

**AMÉRIQUE DU NORD (À
L'EXCEPTION DU MEXIQUE)**

Alternatives, Canada

Michael Lambert, Caroline Tagny

IGC, États-Unis

Mark Graham, Mitra

LaborNet, États-Unis

Steve Zeltzer, Erika Zweig

Web Networks, Canada

Oliver Zielke, Ramya Ramanathan (à
compter de mai)

ÉQUIPE DU PERSONNEL EN 2008

Personnel des systèmes de gestion

Directrice exécutive: Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud
Assistante de la directrice exécutive: Katherine Walraven, Canada
Directrice du développement de réseau: Karen Banks, R.-U.
Assistante au développement de réseau: Vanessa Purper, Brésil (jusqu'en octobre)
Coordonnatrice de la logistique: Mylene Soto, Philippines
Directrice des finances: Maya Sooka, Afrique du Sud
Assistante aux finances et ressources humaines: Fatima Bhyat, Afrique du Sud
Consultante en comptabilité et finances: Misty McWilliams, Afrique du Sud*
Directrice des communications, des relations médias et de la promotion: Karen Higgs, Uruguay
Coordonnateur de l'information: Frédéric Dubois, Canada (jusqu'en septembre)
Rédactrice spécialisée: Analía Lavin, Uruguay
Coordonnateur de l'information technique: Adolfo Dunayevich, Mexique (jusqu'en octobre)
Coordonnatrice de l'information technique: Sarah Tomas, Philippines (à compter de novembre)
Coordonnatrice BCO: Lauren Fok, Afrique du Sud* (jusqu'en octobre)
Associées à la communication: Kelly Loverock, Uruguay/Canada** (jusqu'en mars) et Lisa Cyr, Uruguay/Canada** (à compter de septembre)

Équipes des programmes

Programme d'appui aux réseaux de femmes (PARF d'APC)

Directrice du Programme d'appui aux réseaux de femmes: Chat Garcia Ramilo, Philippines
Coordonnatrice d'APC-Femmes-Afrique: Jennifer Radloff, Afrique du Sud
Coordonnatrice d'APC-Femmes-Afrique: Sylvie Niombo, Rép. Du Congo
Coordonnatrice du réseau des praticiens de la GEM: Lenka Simerska, République tchèque
Coordonnatrice pour la région ALC: Dafne Plou, Argentine
Coordonnatrice de recherche GEM: Angela Marianne Kuga Thas, Malaisie
Coordonnatrice de GenderIT.org: Katerina Fialova, République tchèque

Coordonnatrice des communications: Erika Smith, Mexique
Coordonnatrice du projet Droits des femmes et TIC: Jac sm Kee, Malaisie
Administratrice technique et des systèmes: Sarah Tomas, Philippines* (jusqu'en octobre)
Rédactrice du site GenderIT.org: Flavia Fascendeni, Brésil*

Programme des politiques de communication et d'information (PPCI)

Directeur du Programme des politiques de communication et d'information: Willie Currie, États-Unis
Coordonnatrice du plaidoyer pour les politiques nationales de TIC (PPNT): Natasha Primo
Stagiaire aux PPNT: Natalie Brown, Afrique du Sud/Canada** (jusqu'en février)
Coordonnatrice du plaidoyer des politiques de TIC en Afrique: Coura Fall, Sénégal
Rédacteur pour l'Observatoire des politiques de TIC en Afrique: Alan Finlay, Afrique du Sud*
Coordonnatrice du programme des politiques en Amérique latine (PPCI-AL): Valeria Betancourt, Équateur
Conseillère en communication au PPCI-AL: Analía Lavin, Uruguay
Stagiaire au PPCI-AL: Felisa Ponce Tamayo, Équateur/Canada** (à compter de septembre)
Rédactrice du site web du PPCI-AL: Florencia Flores, Uruguay*

Programme de l'usage stratégique (PUS)

Directeur du Programme de l'usage stratégique (intérimaire): Karel Novotný (jusqu'en juillet)
Directrice du Programme de l'usage stratégique (intérimaire): Karen Banks (à compter d'août)
Coordonnateur du partage du savoir: Karel Novotný, République tchèque
Chargée de projet: Cheekay Cinco, Philippines

* Consultants et/ou personnel temporaire ayant travaillé avec APC en 2008

** L'Institut international pour le développement durable (IISD) a fourni à APC quatre remarquables stagiaires en 2008.

BAILLEURS DE FONDS EN 2008

APC aimerait remercier les agences et organisations donatrices pour leur appui à son travail¹ en 2008 :

Abigail E. Disney

Feminist Technology Exchange (FTX)

Bread for All

Global Information Society Watch

Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (DGIS)

Soutien de base à APC

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Web 2.0 et réseautage social pour le développement (module IMARK)

Ford Foundation

EroTICs, Plaidoyer mondial pour les politiques de TIC pour l'information et la communication pour la justice sociale et le développement durable, soutien de base au programme des politiques

Global Fund for Women

Feminist Technology Exchange (FTX)

Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries (Hivos)

Soutien de base: Engaging Policy and Practice, Global Information Society Watch, GenARDIS

Partnership for Higher Education in Africa (PHEA)- Institute of International Education (IIE)

Réduire le coût de la large bande en Afrique du Sud

Institute of International Education (IIE)- Consultation pour Ford

Atelier sur l'accès internet ouvert et universel

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Communiquer pour influencer en

Amérique latine (CILAC), Vers une détente dans le piratage médiatique, Communiquer pour influencer en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest (CICEWA), Renforcement des capacités et soutien institutionnel à APC (INSPRO), Méthodologie de l'évaluation du genre (GEM) II, Feminist Technology Exchange (FTX), GenARDIS

Institut international pour la communication et le développement (IICD)

GenARDIS

Union internationale des télécommunications (UIT)

Subventions pour se rendre au FGI

Oxfam-Novib

Feminist Technology Exchange (Féministes accros à la techno) (FTX)

Agence suisse de développement et de coopération (SDC)

Building Communication Opportunities (BCO) Alliance

Agence suédoise de développement et de coopération (Sida)

Global Information Society Watch, Étude sur les effets et le potentiel des TIC pour renforcer la démocratie

Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA)

GenARDIS

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Trousse de ressources sur l'accès aux TIC pro-pauvres

Ministère du Développement international du R.-U. (DFID)

Building Communication Opportunities (BCO) Alliance

1 Pour en savoir plus sur les initiatives soutenues, veuillez consulter la section "Projets" du site web d'APC. Les anciens projets sont archivés à www.apc.org/fr/projects/past

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS POUR 2008

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008		
	2008 (USD)	2007 (USD)
ACTIF	2,057,776	1,165,706
Actif à long terme	2	2
Équipement	2	2
Actif à court terme	2,057,774	1,165,704
Comptes débiteurs	65,388	21,202
Revenu accumulé – consultations	30,807	2,240
Revenu accumulé – prêts	705,218	297,232
Espèces et quasi-espèces	1,256,361	845,030
ACTIF TOTAL	2,057,766	1,165,706
RÉSERVES ET PASSIF	2,057,766	1,166,706
Réserves et fonds de viabilité	638,403	460,893
Fonds de viabilité	604,384	460,893
Bénéfices non répartis	34,019	-
Passif à court terme	1,419,373	705,813
Comptes créditeurs	92,116	94,991
Revenu reporté de mise en oeuvre des projets	-	2,989
Revenu reporté des prêts	1,327,258	607,833
TOTAL DES RÉSERVES ET DU PASSIF	2,057,776	1,166,706

RÉSULTATS POUR L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE		
	2008 (USD)	2007 (USD)
REVENUS	2,989,660	2,184,173
Revenus des subventions et contrats	2,847,243	2,083,048
Revenu gagné	142,417	101,125
Revenu des consultations	76,492	63,613
Intérêts	-	6,582
Frais d'adhésion	28,377	29,600
Dons	14,399	-
Ventes et divers	23,149	1,330
DÉPENSES	2,812,150	2,367,345
Rémunération des vérificateurs	9,270	775
Réunions (personnel, conseil et assemblées)	56,978	260,074
Dépenses opérationnelles	64,345	75,384
Coûts du personnel	378,769	425,599
Dépenses liées aux programmes et projets	2,261,235	1,532,021
Téléphone et télécopieur	1,145	3,274
Traduction	15,610	8,046
Transports, hébergement et indemnités quotidiennes	11,905	37,662
Site web (y compris la restructuration)	12,893	24,510
EXCÉDENT (DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	177,510	(183,172)

Remarques : Les informations détaillées figurent dans les états financiers vérifiés de 2008

REMERCIEMENTS

Rédactrice du rapport annuel: Karen Higgs, directrice des communications d'APC
khiggs@apc.org

Merci à tous les membres et à l'équipe d'APC qui ont fait part de leur « changement le plus important » dans le cadre de l'évaluation de la période 2004-2008 d'APC et merci de nous avoir permis de les reproduire ici. Certains récits sont signés et d'autres font maintenant partie de notre histoire.

Merci à Maya Sooka pour son aide indispensable dans la production des sections financières, et à Karel Novotný et Emilar Vushe pour leur part dans la compilation d'informations de toute sorte.

Les publications imprimées d'APC continuent d'avoir un aspect distinctif grâce à l'équipe de conception talentueuse de Monocromo en Uruguay. Lori Nordstrom, notre lectrice d'épreuves, s'assure que tous les "i" aient leurs points et Danielle Elder, Clio Bugel, Analía Lavin et Lisa Cyr veillent à ce que les traductions soient fidèles et se lisent aussi naturellement que l'original.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ALIN-EA	Arid Lands Information Network-East Africa, Kenya*
AMARC	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires
APC	Association pour le progrès des communications
ARCC	African Regional Centre for Computing, Kenya*
BCO	Building Communication Opportunities Alliance
BDO	Building Digital Opportunities Programme
BFES	Bangladesh Friendship Education Society, Bangladesh*
CATIA	Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique
CECS	Community Education Computer Society, Afrique du Sud*
CEPES	Centro Peruano de Estudios Sociales (Centre péruvien d'études sociales), Pérou*
CICEWA	Communication for Influence in Central, East and West Africa (Communiquer pour influencer en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest)
ACDI	Agence canadienne de développement international
CILAC	Communication for Influence in Latin America (Communiquer pour influencer en Amérique latine)
CIPESA	Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa, Ouganda*
CIPP	PPIC - Programme de politiques d'information et de communication d'APC
OSC	Organisations de la société civile
CTA	Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation
DFID	Department for International Development (R.-U.)
DGIS	Direction générale de la coopération internationale du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
EASSy	Système de câble sous-marin pour l'Afrique de l'Est
ECLAC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
EED	Evangelischer Entwicklungsdienst Service de développement de l'Église protestante), Allemagne
eLAC	Stratégie régionale de politiques de TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes, élaborée par les gouvernements
ENDA-TM	ENDA-Tiers Monde (Environnement et développement du tiers monde), Sénégal *
ESLARED	Fundación Escuela Latinoamericana de Redes (Fondation des réseaux scolaires latino-américains), Venezuela*
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMA	Foundation for Media Alternatives (Philippines)*
FUNREDES	Fundación Redes y Desarrollo (Association réseaux et développement), République dominicaine *
FTX	Feminist Technology Exchange

GEM	Méthodologie d'évaluation de genre
GenARDIS	Genre, Agriculture et Développement rural dans la société de l'information
Hivos	Humanistisch Instituut voor Ontwikkelingssamenwerking (Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement), Pays-Bas
TIC	Technologies de l'information et de la communication
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
IGC	Institute for Global Communications, É.-U.*
FGI	Forum sur la gouvernance de l'internet
IICD	Institut international pour la communication et le développement
IIE	Institute of International Education
IMARK	Information Management Resource Kit
IPD	Institute for Popular Democracy, Philippines*
ITeM	Instituto del Tercer Mundo (Institut du tiers monde), Uruguay*
UIT	Union internationale des télécommunications
JCAFE	Japan Computer Access for Empowerment, Japon*
JCA-NET	Japan Computer Access Network, Japon*
ALC	Amérique latine et Caraïbes
FEM	Fonds d'échange des membres d'APC
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	Organisations non gouvernementales
OSI	Open Society Institute
OWPSEE	OneWorld Platform for Southeast Europe Foundation, Bosnie-Herzégovine*
PHEA	Partnership for Higher Education in Africa
PROTEGE QV	Promotion des Technologies Garantes de l'Environnement et de la Qualité de Vie, Cameroun*
RITS	Rede de Informações para o Terceiro Setor (Réseau d'information pour le secteur tertiaire), Brésil *
SANGONeT	Southern African NGO Network, Afrique du Sud*
SAT-3	Câble sous-marin de l'Atlantique sud 3
SDC	Agence suisse de développement et de coopération
Sida	Agence de développement et de coopération internationaux de la Suède
TBTT	Campagne Réapproprie-toi la technologie!
TRICALCAR	Tejiendo Redes Inalámbricas Comunitarias en América Latina y el Caribe (Tisser des réseaux communautaires sans fil en Amérique latine et dans les Caraïbes)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
VOICE	Voices for Interactive Choice and Empowerment, Bangladesh*
PARF	Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC
WOUGNET	Women of Uganda Network, Ouganda*
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information

* Organisations membres d'APC

Quelles sont les priorités d'APC pour 2009-2012?

La vision de toujours d'APC est que tous aient un accès facile et abordable à l'internet libre et ouvert pour améliorer leur vie et créer un monde plus juste.

Voici ce que nous ferons :



Plaider pour un accès internet abordable pour tous



Mettre la technologie au service d'un environnement durable



Utiliser les technologies émergentes pour le changement social



Renforcer les « biens communs informationnels »



Sécuriser et défendre les droits de l'internet



Améliorer la gouvernance, en particulier la gouvernance de l'internet

Vous trouverez plus de détails dans notre Plan d'action stratégique¹.

Si vous souhaitez soutenir le travail d'APC, veuillez écrire à

Anriette Esterhuysen, notre directrice exécutive à anriette@apc.org.

Pour connaître les nouveautés concernant le réseau d'APC et la technologie pour la justice sociale et le développement durable, abonnez-vous à APCNouvelles², notre bulletin qui paraît deux fois par mois en français, en anglais et en espagnol.

Pour en savoir plus sur APC, écrivez à info@apc.org.

1 www.apc.org/en/system/files/APC_ActionPlan2009_OverviewEN.pdf

2 Vous pouvez vous inscrire au bulletin d'info APCNouvelles en visitant www.apc.org

social ndryshim
اندرستی و پرمیانی
общественна промяна
change ment socia
társadalmi változás
общественни промени
social change
cambie socia



Rapport sur le progrès
2004-2008

www.apc.org

Association for Progressive Communications
Asociación para el Progreso de las Comunicaciones
Association pour le progrès des communications

Executive director's office • Oficina de la directora ejecutiva • Bureau de la directrice exécutive
PO Box 29755, Melville 2109, South Africa • Telefax: +27 11 726 1692 • Mail: info@apc.org